

LUTTE DE CLASSE

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

A photograph of Alexis Tsipras and Jean-Claude Juncker. Tsipras is on the left, looking towards Juncker on the right. Juncker is smiling and has his hand on Tsipras's cheek. The background is a solid blue color.

La capitulation de Tsipras face aux grandes puissances

- **Élections régionales: le sens de la présence des listes Lutte ouvrière**
- **Migrants: en faire des frères de classe**
- **Chute du prix des matières premières et ralentissement de l'économie chinoise, nouvelles manifestations de la crise mondiale**
- **Argentine: élections après douze ans de péronisme à la sauce Kirchner**
- **Île de La Réunion: la canne à sucre, un business juteux financé par l'argent public**
- **La Banque postale, en passe d'être une banque comme les autres**
- **70 ans de la Sécurité sociale: les travailleurs ne sont pas à la fête**

Au sommaire de ce numéro

Élections régionales: le sens de la présence des listes Lutte ouvrière	1
La capitulation de Tsipras face aux grandes puissances	6
Migrants: en faire des frères de classe	10
Chute du prix des matières premières et ralentissement de l'économie chinoise, nouvelles manifestations de la crise mondiale	13
Argentine: élections après douze ans de péronisme à la sauce Kirchner	18
Île de La Réunion: la canne à sucre, un business juteux financé par l'argent public	24
La Banque postale, en passe d'être une banque comme les autres	29
70 ans de la Sécurité sociale: les travailleurs ne sont pas à la fête	33

Abonnements

Pour un an

• France, Outre-mer	15 €
• Outre-mer, par avion	17 €
• Union européenne de l'ouest et Suisse	21 €
• Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	22 €
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à : Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020 IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR	24 €



Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 - 75865
Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers



Élections régionales : le sens de la présence des listes Lutte ouvrière

Aux prochaines élections régionales, qui auront lieu les 6 et 13 décembre, Lutte ouvrière présentera des listes dans toutes les régions de France continentale ainsi que dans l'île de La Réunion. Par ailleurs, nos camarades de Combat ouvrier présenteront une liste en Guadeloupe. La Martinique et la Guyane, ayant changé de statut, ne sont pas concernées par les régionales, mais auront droit, aux mêmes dates, à des élections à une « collectivité territoriale », issue de la fusion des anciens conseils général et régional. Combat ouvrier sera présent dans ces élections à la Martinique.

Personne ne peut avoir la naïveté de penser que, même s'il y avait des élus communistes révolutionnaires, ceux-ci pourraient peser sur la gestion des régions par les conseils régionaux, ces assemblées de notables. Les conseils régionaux ont bien peu de prérogatives et surtout des moyens et des budgets limités, même pour financer les services publics qui sont de leur ressort. Certes, la gestion de certains transports et celle des lycées, par exemple, relèvent de la compétence des régions, et ce sont des domaines où les choix faits ont des implications pour les travailleurs. Mais les problèmes fondamentaux, ceux du chômage et des salaires, les attaques du grand patronat et de ses représentants politiques contre la condition ouvrière, ne se posent certainement pas à l'échelle des régions mais à celle du pays, et en réalité même au-delà.

Les conseils régionaux étant des assemblées de notables, constituées de représentants de la bourgeoisie locale et de catégories privilégiées de la région, les élus qui tenteraient de faire entendre les intérêts des travailleurs seraient évidemment dans un milieu socialement hostile. Leur rôle se limiterait à être les yeux et les oreilles des classes pauvres pour surveiller les dé-

cision prise et dénoncer toutes celles qui vont à l'encontre des classes populaires.

Cela n'est pas négligeable. Encore que les tribunes constituées par les conseils régionaux sont de bien modestes tribunes où la voix des élus ne porte pas loin.

Les conseils régionaux sont des institutions de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Accessoirement des fromages pour les notables locaux. Pour les vedettes des grands partis politiques qui visent plus haut, les élections régionales constituent un marchepied. Pour les seconds couteaux de la caste politique, une place de conseiller régional est un lot de consolation.

La répartition des sièges entre grands partis et la composition des exécutifs régionaux ne sont certainement pas indifférentes aux coteries de la bourgeoisie locale, pour l'attribution de différents marchés publics, pour certains choix d'investissements susceptibles de favoriser certains plutôt que d'autres. Mais cela ne changera pas fondamentalement la gestion des régions du point de vue de la classe sociale qui en profite.

D'autant que la constitution et les règles de fonctionnement des niveaux de base et intermédiaires de l'appareil d'État

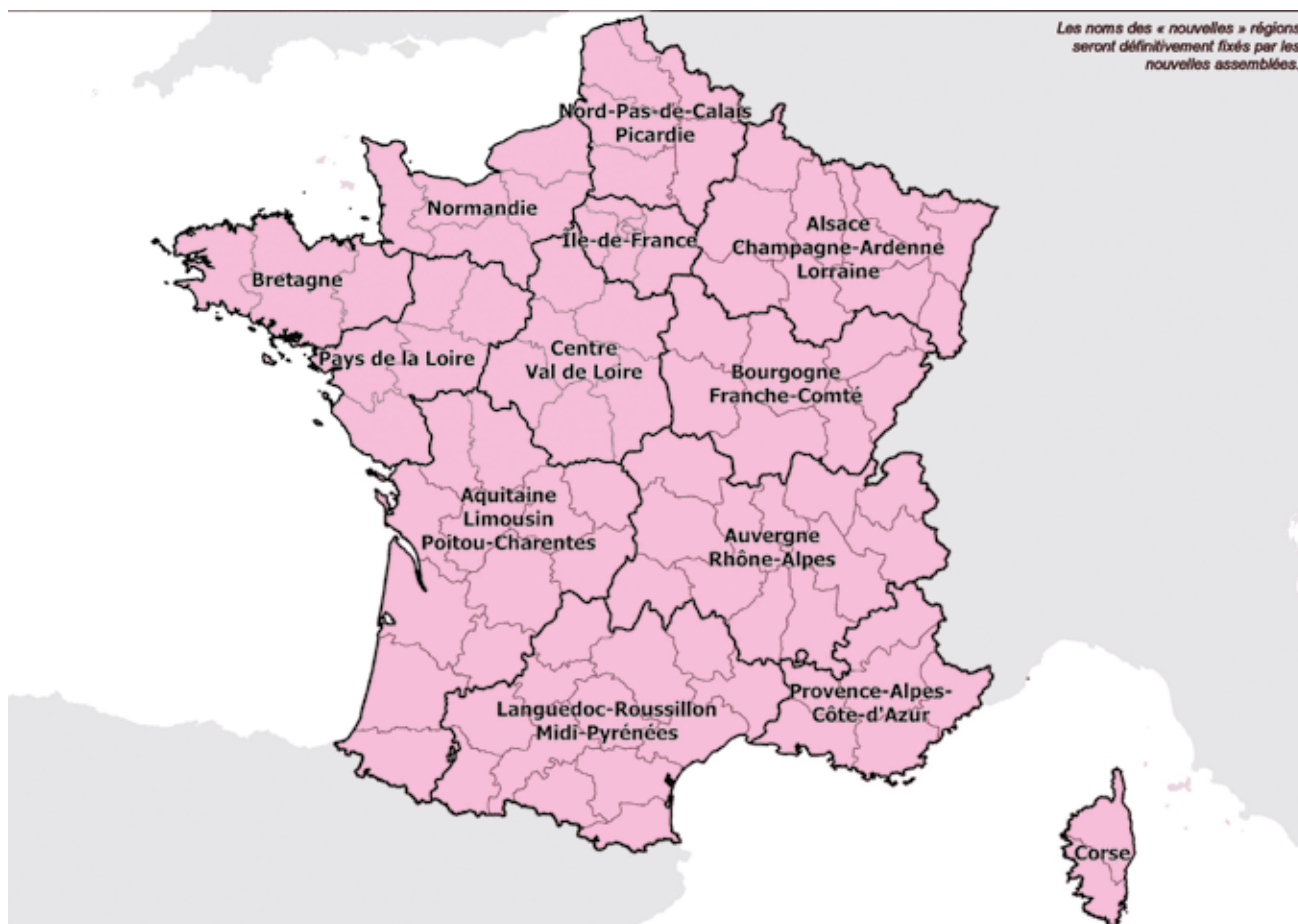
bourgeois (municipalité, département, région, etc.) font qu'en réalité, seul l'exécutif de ces organismes est en situation de prendre des décisions. La démocratie bourgeoise est ainsi faite: il n'y a pas de contrôle de bas en haut, mais une surveillance de haut en bas par l'appareil d'État central (ministères, préfectures...).

Reste que les élections régionales ayant lieu au même moment à l'échelle de l'ensemble du pays, elles revêtent un caractère national. Les concurrents des différents appareils politiques auront beau mettre en avant tel projet régional ou tel autre et faire de la démagogie à ce sujet, au lendemain du premier tour, tous les commentaires porteront sur la répartition des votes entre les formations politiques.

Ces élections constituent une occasion de s'exprimer politiquement à l'échelle nationale. C'est cet aspect qui concerne et qui doit concerner tous ceux qui se revendiquent du camp des travailleurs.

POPULARISER LE PROGRAMME DE LUTTE POUR LES TRAVAILLEURS

Toute la vie politique, toutes ses règles de fonctionnement et



jusqu'à la pression sociale dans cette démocratie bourgeoise qu'est la France, font que les élections sont dominées par les grands partis de la bourgeoisie qui obscurcissent, canalisent, transforment les opinions exprimées par l'électorat. Tout est fait pour que les opprimés n'aient pas d'autre choix – pour reprendre l'expression concise de Lénine – que celui d'élire ceux qui participeront à leur oppression pendant les années suivantes. Et l'électorat populaire, s'il est dégoûté de la politique des partis qui sollicitent ses suffrages, ne peut leur signifier sa réprobation que de manière apolitique, par l'abstention.

Pour notre part, nous considérons qu'il faut donner à l'électorat populaire un autre choix que de se départager entre des formations politiques de nuances différentes, mais qui se situent toutes sur le terrain du capitalisme et du pouvoir de la bourgeoisie, ou de se replier dans l'apolitisme.

Chaque fois que l'occasion se présente, dans toutes les élections, l'électorat populaire doit pouvoir se prononcer sur une politique représentant les intérêts de la classe ouvrière à court et à long terme. Il faut non seulement que ces intérêts s'expriment dans ce qu'ils ont de spécifique, mais surtout dans ce qu'ils ont de fondamentalement opposé à ceux de la bourgeoisie.

La classe capitaliste a une longue tradition pour faire passer ses intérêts de classe pour ceux de toute la société. C'est ce mensonge qui est véhiculé par les partis de la bourgeoisie et c'est même à cela qu'on les reconnaît. C'est ce que propagent les médias.

Eh bien, il faut que cette fraction du monde du travail qui rejette ces balivernes puisse le dire par son vote !

Toutes les listes Lutte ouvrière se présentent au nom d'un programme de lutte proposé aux travailleurs, visant à

empêcher la grande bourgeoisie de faire payer aux travailleurs la crise de son économie. Ce programme, que nous nous efforçons de populariser aussi bien dans nos activités quotidiennes que lors de toutes les campagnes électorales, est de plus en plus d'actualité avec l'aggravation de la crise de l'économie capitaliste et des attaques du grand capital contre la classe ouvrière. Il s'articule autour de ces exigences vitales qui sont :

- combattre le chômage, c'est imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ;
- imposer des salaires et des retraites décents et garantir leur pouvoir d'achat par leur augmentation automatique au rythme des hausses de prix ;
- supprimer le secret des affaires pour dévoiler les arnaques des banquiers et les choix criminels des grands

actionnaires qui préfèrent licencier et augmenter le chômage plutôt que de devoir diminuer leurs profits.

C'est sur les profits et les fortunes de la grande bourgeoisie qu'il faut prélever de quoi financer le coût des mesures indispensables pour arrêter l'appauvrissement de ceux qui n'ont pas de capitaux et qui ne peuvent vivre que de leur travail.

Nous dénoncerons la hausse des impôts et des taxes qui frappent les salariés alors même que l'État n'augmente pas en conséquence sa contribution aux services utiles à la population, en particulier dans les domaines de la santé et du transport. En consacrant une part importante du budget au paiement des intérêts sur les dettes de l'État, celui-ci contribue au parasitisme du grand capital, de plus en plus financier.

Nous redirons qu'il ne suffit pas de voter pour ce programme pour l'imposer à la grande bourgeoisie. La récente expérience grecque montre que les élections, même lorsqu'elles permettent à l'électorat populaire d'exprimer clairement son refus de l'austérité, ne pèsent rien face à la domination de la bourgeoisie. Demander aux tenants du grand capital de respecter la démocratie et l'expression électorale lorsqu'elle va à l'encontre de leurs intérêts, c'est chercher à convaincre un loup de devenir végétarien. C'est surtout tromper les classes exploitées, les désarmer face à la classe capitaliste qui les exploite et les opprime.

Pour pouvoir imposer ses exigences, il faut que la classe ouvrière commence par se reconnaître dans ce programme et le fasse sien. Les campagnes électorales constituent une occasion pour populariser ce programme. Il faut la saisir.

AFFIRMER LA NÉCESSITÉ DE RENVERSER LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE

Nous voulons également contribuer à ce que, dans ces élections, comme dans toutes les autres, s'affirme le courant politique qui se place dans la perspective du renversement du pouvoir de la bourgeoisie sur la société. Un courant qui se situe clairement dans la tradition communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier.

L'organisation capitaliste de la société est non seulement incapable d'assurer à tout un chacun de quoi faire face à ses besoins élémentaires, mais elle pousse l'humanité vers la barbarie. L'actualité illustre de multiples manières la contradiction explosive entre les progrès du savoir humain et le plongeon de la vie sociale dans la barbarie. L'avenir de l'humanité ne peut pas être cette organisation économique et sociale basée sur la propriété privée des moyens de production, le profit individuel, le marché et la concurrence.

Les listes de Lutte ouvrière se placent dans la perspective du renversement de l'ordre capitaliste, et de l'organisation communiste de la société.

Pour que la politique communiste révolutionnaire puisse s'exprimer clairement, et pour que l'électorat populaire puisse se prononcer sur cette politique, nous nous refusons à toute alliance électorale avec des organisations qui se situent sur le terrain de la société capitaliste actuelle. L'argument suivant lequel tous ceux qui critiquent la politique du gouvernement socialiste sur sa gauche devraient se regrouper pour se présenter ensemble aux élections est dérisoire. Participer à des listes Front de gauche, mélangées ou pas avec des écologistes ou des socialistes « frondeurs », saupoudrées de militants d'extrême gauche

ou de personnalités associatives, c'est-à-dire apolitiques, à quoi cela avancerait-il? En revanche, ce serait noyer les idées de la lutte de classe dans un fade méli-mélo, une façon de servir une nouvelle tromperie aux classes exploitées.

Les élections, les régionales comme les autres, ne peuvent être utiles qu'à la condition de contribuer à élever la conscience de classe des exploités, à leur permettre de réaliser que leur avenir à court et à long terme dépend du rapport de force qu'ils sont capables d'imposer à la grande bourgeoisie, aux possesseurs de capitaux qui dominent l'appareil d'État comme les partis politiques.

Le règne de la bourgeoisie exige de ses représentants le mensonge, ne serait-ce que pour dissimuler l'exploitation derrière « l'intérêt national » et autres balivernes destinées à propager l'idée que les intérêts de la bourgeoisie sont ceux de toute la société. L'émancipation des travailleurs exige au contraire de dévoiler les intérêts de classe opposés et leurs affrontements incessants.

Nous utiliserons la campagne électorale pour exprimer notre opposition aux deux regroupements politiques des partis de la bourgeoisie, celui de gauche comme celui de droite, qui se relayent au pouvoir depuis des décennies, mais aussi dévoués l'un que l'autre pour servir les intérêts du grand patronat et des banquiers, quitte à démolir pour cela les conditions d'existence de la majorité laborieuse de la population.

Nous dénoncerons l'escroquerie du Front national, qui s'oppose d'autant plus bruyamment en paroles aux grands partis du système qu'il est écarté de la mangeoire du pouvoir, mais qui est tout autant au service des riches que tous les autres et véhicule des idées réactionnaires encore plus abjectes.



LDC

Nathalie Arthaud avec des candidats têtes de listes aux élections régionales lors de la conférence de presse du 16 septembre 2015.

Nous chercherons à populariser sur toutes les questions d'actualité le point de vue qui correspond aux intérêts politiques des travailleurs, aussi bien en matière de politique intérieure que pour ce qui est de la situation internationale.

Nous profiterons de toutes les occasions pour montrer que, derrière toutes les injustices, toutes les formes d'oppression, comme derrière toutes les expressions de la montée de la barbarie qui marquent la période actuelle, il y a le maintien de l'ordre social capitaliste et par là même de l'impérialisme, et que l'avenir de la société dépend de la capacité de la classe ouvrière, de ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à réorganiser l'économie et la vie sociale.

LES CAMPAGNES ÉLECTORALES ET LA CONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

La classe ouvrière ne pourra retrouver confiance en ses forces et conscience de sa capacité à transformer la société qu'à travers bien des luttes sur le plan social comme sur le plan politique. Cette conscience n'est pas désincarnée, suspendue dans l'air. Elle ne peut se concrétiser que dans un parti qui se donne clairement pour objectif le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Pour pouvoir devenir l'instrument indispensable de la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir, un parti communiste révolutionnaire est avant tout cela : l'incarnation de cette conscience de classe. Une boussole pour que les tra-

vailleurs se repèrent dans la vie politique, identifient clairement leurs ennemis, reconnaissent leurs faux amis. Pour leur permettre de dégager une politique correspondant à leurs intérêts de classe dans l'enchevêtrement des événements. Seul un tel parti peut faire en sorte que les multiples escarmouches que les travailleurs seront amenés à engager contre le grand patronat et son État, qui seront l'indice de leur regain de combativité, soient situées dans la perspective de la révolution sociale.

Les campagnes électorales ne sont qu'un des multiples combats politiques que le mouvement ouvrier aura à mener.

Mais permettre de s'exprimer à la fraction de l'électorat populaire qui se retrouve dans ces perspectives et afficher par là même la permanence de ces idées contribue à préparer l'avenir.

Pour paraphraser une expression célèbre, les idées révolutionnaires ne deviennent une force que lorsque les masses s'en emparent. Mais encore faut-il que ces idées ne disparaissent pas. Encore faut-il qu'il y ait des militants, une organisation politique, fût-elle faible, qui les défendent, qui les propagent inlassablement. Dans leurs activités politiques au quotidien. Mais aussi, en se saisissant des opportunités offertes par la démocratie bourgeoise elle-même. Les campagnes électorales offrent la possibilité – même à des organisations de taille modeste ne pouvant prétendre être un parti avec ce que cela implique de présence dans le pays – de défendre leur politique au-delà des limites forcément étroites de leur milieu habituel. Elles offrent aussi la possibilité de confronter la politique qu'elles défendent à celles des partis de la bourgeoisie. Même si ces possibilités sont étroitement encadrées, rognées par le parti pris des grands médias, il faut les saisir.

Le parti communiste révolutionnaire ne pourra se constituer que si la classe ouvrière fait

survenir de ses rangs des milliers, des dizaines de milliers de militants capables de gagner la confiance de leurs camarades dans leurs entreprises, dans leurs quartiers. Les difficultés plus ou moins grandes qu'il faudra vaincre pour construire ce parti dépendent de l'état d'esprit, de la combativité et surtout du niveau de conscience de l'ensemble des travailleurs. Ce niveau de conscience a été abaissé, affaibli par des décennies de trahisons, de mensonges des organisations créées pourtant, à l'origine, par le mouvement ouvrier lui-même. Le stalinisme en particulier, en voie de disparition comme phénomène spécifique différent du réformisme de la social-démocratie, n'a pas fini de peser sur les consciences et sur la transmission des idées et des traditions de lutte de classe.

Cette conscience ne pourra renaître à l'échelle où il faudrait qu'elle renaisse qu'à travers des épreuves sociales, des affrontements de classe. Mais cela se fera d'autant plus rapidement qu'existera un courant politique défendant clairement la tradition communiste

révolutionnaire.

La crise de l'économie capitaliste elle-même et ses conséquences dans une multitude de domaines de la vie sociale pousseront tôt ou tard les nouvelles générations à se poser des questions et à y chercher des réponses. Il faut qu'elles les trouvent.

La classe ouvrière de ce pays a su s'engager à plusieurs reprises dans le passé dans la reconstruction de partis incarnant ses intérêts politiques. Ces partis se sont usés et ont fini par être récupérés et intégrés dans l'ordre bourgeois. Cela signifie qu'il faut recommencer la tâche.

Les élections sont une occasion de montrer qu'il existe dans ce pays des femmes et des hommes qui souhaitent qu'un tel parti renaisse et reprenne le combat séculaire pour l'émancipation des travailleurs. C'est en cela que des élections, même mineures et sans aucune conséquence en elles-mêmes, peuvent jouer leur rôle dans la renaissance d'un parti communiste révolutionnaire.

18 septembre 2015



La capitulation de Tsipras face aux grandes puissances

Cet article a été écrit avant les élections législatives du 20 septembre et ne peut donc en évoquer les résultats.

Arrivé au pouvoir après avoir remporté les élections législatives en janvier 2015 en promettant de rompre avec les politiques d'austérité de ses prédécesseurs, le Premier ministre grec Tsipras a fini par se soumettre complètement aux exigences des créanciers de la Grèce. Aux termes de l'accord signé le 13 juillet à Bruxelles, le dirigeant de Syriza s'est engagé à imposer de nouveaux sacrifices à sa population.

Pas plus que les précédents, cet accord ne constitue un « plan d'aide à la Grèce ». Les quelque 80 milliards d'euros débloqués par les dirigeants européens serviront en effet essentiellement à payer les échéances dont l'État grec doit s'acquitter au titre de la dette, sans que celle-ci s'en trouve pour autant diminuée. Une partie de cette somme est destinée à la recapitalisation du secteur bancaire. Autant dire que la population grecque n'en verra pas un centime. C'est en fait la continuation de la politique qui a conduit l'État grec à sa faillite actuelle, politique que Syriza affirmait vouloir remettre en cause.

Quant aux contreparties exigées du gouvernement grec, elles sont dans la continuité là aussi des précédents mémorandums, nom donné à ces textes dans lesquels les usuriers de la Grèce dressaient la liste interminable de leurs exigences. L'accord actuel prévoit une augmentation de la TVA, une réforme de la retraite prévoyant à la fois le report progressif de l'âge de départ à 67 ans et la suppression de la prime versée aux pensions les plus modestes, une réforme fiscale, une réforme du marché du travail dans le sens d'une

libéralisation facilitant les licenciements, une réforme du marché intérieur suivant les recommandations de l'OCDE (incluant, par exemple, une législation sur l'ouverture des commerces le dimanche)... Il est prévu la mise en place de coupes quasi automatiques dans les dépenses en cas d'« excès » budgétaire et il est évoqué le fait qu'Athènes devra « consulter les institutions créancières et convenir avec elles de tout projet législatif dans les domaines concernés dans un délai approprié avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement ». Concernant les privatisations, un fonds placé sous la supervision des autorités européennes devra être créé pour vendre les actifs de l'État avec l'objectif de générer la somme faramineuse de 50 milliards d'euros.

La capitulation de Tsipras a été rendue d'autant plus spectaculaire qu'une semaine auparavant, le 5 juillet, il avait organisé un référendum pour soumettre une grande partie de ces mesures à la population grecque, qui les avaient rejetées à plus de 61%. Mais ce résultat, pas plus qu'aucun des votes précédents, n'était susceptible de modifier l'attitude des dirigeants européens. Au contraire, au

lendemain de cette consultation, ils ont encore augmenté le nombre de leurs exigences pour aboutir à ce « catalogue des horreurs », expression utilisée par le magazine allemand *Der Spiegel* pour rendre compte des mesures imposées à la Grèce. Très clairement, ils ont voulu punir la population grecque qui avait osé les défier en portant Tsipras au pouvoir.

LA DICTATURE DU GRAND CAPITAL À L'ŒUVRE

Témoignant le mépris le plus complet pour les volontés exprimées par la population, ils ont utilisé l'arme financière, cessant tout versement, asphyxiant l'économie grecque, imposant la fermeture du système bancaire, amenant le pays au bord de la faillite.

Dans un article du *Monde diplomatique* du mois d'août dans lequel il décrit ses rencontres avec ses homologues européens, Varoufakis, ex-ministre des Finances de Tsipras, résumait ainsi les motivations de ses interlocuteurs : « *En public, les créanciers clamaient leur souhait de récupérer leur argent et de voir la Grèce se réformer. En réalité, ils n'avaient qu'un objectif: humilier notre*



File d'attente devant un distributeur de billets pendant la fermeture des banques (9 juillet 2015).

gouvernement et nous forcer à capituler. » Expliquant avoir réduit ses revendications à « une légère restructuration de la dette », Varoufakis conclut, devant la fin de non-recevoir opposée par ses interlocuteurs: « On exigeait de nous une capitulation à grand spectacle qui montre aux yeux du monde notre agenouillement. »

En effet, le sens de la démonstration politique devait être clair : aucune remise en cause de la dictature des banquiers et des financiers n'était admise.

Dans le passé, bien des pays ont bénéficié d'une restructuration de leur dette. Au moment même où ils se montraient intraitables avec la Grèce, les dirigeants de l'Union européenne accordaient un effacement partiel de la dette de l'Ukraine. Mais, en dirigeants responsables vis-à-vis des banquiers et de l'ensemble de la classe capitaliste, ils refusent que cela puisse leur être imposé et que cela puisse éveiller le moindre espoir dans l'esprit des populations européennes, soumises partout à la même politique d'austérité au nom du remboursement de la dette.

LES MANŒUVRES DE TSIPRAS

De son côté, Tsipras a accepté de tourner le dos à ses engagements. Pour se justifier, il a été contraint de reprendre la même argumentation que ses prédécesseurs, expliquant avoir signé ce texte « pour éviter tout désastre au pays ». Quant à avoir proclamé qu'il se battrait pour ne pas appliquer complètement l'accord, cela pourra-t-il encore faire illusion quand Tsipras aura à mettre en œuvre les premières attaques contre la population ?

Confronté à une contestation au sein de son propre parti et à la défection au Parlement d'une trentaine de députés, il n'a pu faire approuver l'accord signé le 13 juillet qu'avec les voix des députés de l'opposition.

Le 20 août, Tsipras a annoncé sa démission et l'organisation de nouvelles élections qui ont été fixées au 20 septembre, prétendant remettre son mandat par « souci démocratique ». En réalité, se retrouvant privé de majorité à l'Assemblée, il a préféré se présenter devant les électeurs avant d'avoir perdu tout soutien populaire, en particulier après

la mise en œuvre des mesures d'austérité.

Mais c'est précisément qu'il veut se donner les moyens politiques de mettre en œuvre la politique d'austérité. Le souci démocratique n'a rien à voir là-dedans. Au contraire. Une victoire de Tsipras aux élections à venir lui donnerait les moyens d'une sorte de bonapartisme parlementaire au petit pied, en équilibre précaire entre les créanciers impérialistes, auprès de qui il passerait pour l'homme capable d'imposer à son peuple des mesures que ses prédécesseurs n'ont pas été capables d'imposer, et sa population, vis-à-vis de laquelle il se pose en protecteur.

Une partie de ceux qui, au sein de Syriza, avaient manifesté leur opposition à l'accord du 13 juillet ont fondé une nouvelle organisation, l'Unité populaire, ayant pour chef de file Panayotis Lafazanis, ministre de l'Énergie et de la Reconstruction productive jusqu'à la mi-juillet dans le gouvernement Tsipras. Reprenant le programme qui était celui de Syriza avant son arrivée au pouvoir, ils dénoncent la trahison de Tsipras qui, selon eux, aurait dû

faire le choix de sortir de l'euro face au chantage des dirigeants européens.

Mais sortir de la zone euro ne permet pas de s'affranchir de la domination du capital financier et le retour à la drachme comme monnaie nationale ne met pas fin à l'oppression et à la domination qui résultent de toute l'organisation impérialiste de l'économie mondiale. Un tel choix n'est en rien susceptible d'éviter aux classes populaires d'avoir à subir des sacrifices et un recul de leurs conditions de vie. Ceux qui reprennent à leur compte de tels objectifs ne font que préparer de nouvelles impasses politiques pour les travailleurs et les classes populaires.

L'IMPASSE DU RÉFORMISME

En tant que communistes révolutionnaires, nous avons exprimé notre solidarité avec Tsipras dans la mesure où il s'opposait à ceux qui se faisaient les huissiers du grand capital. Mais, nous nous sommes refusés, à la différence d'une grande partie de la gauche et la quasi-totalité de l'extrême gauche, à le présenter comme un modèle ou, pour reprendre une expression d'un journaliste de *l'Humanité*, à dire que son élection constituait une « première brèche ouverte par un gouvernement dans la forteresse austéritaire européenne ». La suite a montré qu'aucune brèche n'avait été ouverte: s'il remporte les élections, c'est Tsipras lui-même qui mettra en œuvre l'austérité.

Quelles leçons en tirent ceux qui ont soutenu Tsipras et l'ont présenté comme un espoir pour toute la gauche européenne? Certains, comme les dirigeants du Parti communiste français, continuent de lui apporter leur soutien, se contentant de dénoncer l'intransigeance des dirigeants de l'Union



Manifestation contre la suppression des compléments de retraites exigée par les grandes puissances (24 juin 2015).



Après la victoire du Non au référendum (5 juillet 2015).

européenne, et surtout celle de Merkel et de son ministre des Finances.

D'autres, reprenant les critiques des opposants à Tsipras, affirment que celui-ci n'est pas allé jusqu'au bout de la politique qu'il proposait. C'est notamment le discours de Varoufakis. Mais, même en supposant que ce soit le cas, il n'en reste pas moins que l'échec de Tsipras est celle d'une politique réformiste qui tentait d'obtenir de la bourgeoisie impérialiste qu'elle se montre respectueuse de l'indépendance des petits États, des droits des travailleurs et de leurs conditions de vie.

Quelle que soit la façon dont elle est menée, une telle politique se heurtera inévitablement à la bourgeoisie et aux institutions qu'elle contrôle. Car l'exemple de la Grèce démontre à quel point, dans cette Union européenne qui se prétend si démocratique aussi bien qu'au niveau de chaque État, les électeurs n'ont aucune prise sur les décisions de leurs dirigeants. Ce ne sont pas des assemblées démocratiquement élues par les peuples qui déterminent la politique appliquée par les chefs d'État mais les conseils d'administration des grands groupes capitalistes et des hauts fonctionnaires tout dévoués à la

défense de leurs intérêts. Et il ne pourra en être autrement tant que la bourgeoisie détiendra le pouvoir et que le capitalisme existera.

Dans la mesure où il n'a jamais prétendu être anticapitaliste, ni être un représentant des travailleurs, cela n'a aucun sens d'accuser Tsipras d'avoir trahi des engagements sur un terrain où il n'en a jamais pris. Tsipras est un homme politique bourgeois dont l'action s'est limitée à chercher à faire respecter un tant soit peu la souveraineté de l'État grec et qui est devenu une marionnette aux mains de ses créanciers. Il a échoué, comme bien d'autres politiciens avant lui.

**LA SEULE PERSPECTIVE
POUR LES TRAVAILLEURS :
RENVERSER LE
CAPITALISME**

Tsipras continue-t-il à bénéficier du soutien de l'électorat populaire? Et cela lui permettra-t-il de se maintenir au pouvoir? Les résultats des élections du 20 septembre le montreront. Mais de toute façon, quelle que soit l'issue du vote, le gouvernement qui se mettra en place lancera de nouvelles attaques contre la population. Il faut souhaiter que la déception engendrée par la capitulation de Tsipras ne conduise pas les travailleurs à la résignation mais à la conclusion qu'ils ne

peuvent compter que sur leur capacité à se mobiliser pour défendre leurs droits.

Au-delà, il est à souhaiter aussi que, parmi ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts des travailleurs, il s'en trouve qui, tirant la leçon des derniers événements, fassent le choix de construire une force politique se fixant l'objectif de lutter pour renverser le capitalisme. Une force qui milite pour préparer la classe ouvrière à lutter pour prendre le pouvoir et exproprier la bourgeoisie afin de mettre fin à sa dictature sur l'économie et, à travers elle, sur l'ensemble de la société.

15 septembre 2015



Sur une banderole, en anglais : « Vous avez une maladie, nous avons la solution, la révolution », à Athènes en mai 2012.



Migrants: en faire des frères de classe

Moins de trois mois après avoir refusé le plan de répartition de 60 000 réfugiés proposé par le président de la Commission européenne, Hollande et Merkel viennent de réclamer la mise en place de ces quotas obligatoires par pays. Ce revirement s'explique par l'accélération du nombre de réfugiés fuyant le Moyen-Orient ou l'Afrique de l'Est. Il a été facilité par l'émotion suscitée dans la population par l'accumulation des drames au cours desquels des êtres humains meurent par centaines, noyés dans la Méditerranée ou asphyxiés dans des camions. Cet élan de solidarité dans plusieurs pays d'Europe, qui s'était déjà exprimé à Lampedusa ou dans le sud de l'Italie après des naufrages dramatiques, est réjouissant.

Ni les barbelés érigés sur leur passage ni la brutalité policière en Macédoine ou en Hongrie n'ayant réussi à empêcher des centaines de milliers de réfugiés syriens de rejoindre coûte que coûte l'Europe, les principaux dirigeants européens ont fait de nécessité vertu en entrouvrant leurs frontières.

Mais ce n'est pas la générosité qui les guide. Hollande a cyniquement profité de l'événement pour annoncer que l'armée de l'air allait désormais porter les bombardements sur le sol syrien. Les bombes françaises viendront terroriser un peu plus les habitants des régions déjà sous la dictature de l'État islamique et jetteront sur les routes de l'exil de nouveaux contingents de réfugiés.

Dans l'étalage de la générosité, Hollande s'est fait court-circuiter par Merkel. Le gouvernement français s'est engagé à accepter 24 000 réfugiés supplémentaires sur deux ans, au moment où l'Allemagne en accueillait 20 000 en un seul week-end et affirmait vouloir accueillir plus de 500 000 immigrés par an dans les prochaines années, et peut-être 800 000 au cours de l'année 2015.

En rétablissant brusquement

le contrôle à ses frontières, l'Allemagne a cependant claqué la porte devant les nouveaux arrivants, démontrant à son tour avec quelle facilité les États de l'Union européenne peuvent revenir en arrière sur un des rares aspects positifs de l'Union.

S'agit-il d'un coup de frein provisoire qui ne remettrait pas en cause les promesses d'accueil qui ont valu à Merkel de changer d'image en quelques jours, substituant à celle de mère Fouettarde de la Grèce celle de dirigeante européenne la plus généreuse et humaniste ? C'est possible car ces promesses, si elles posent à l'État allemand une série de problèmes pratiques, ne lèsent pas les intérêts de la grande bourgeoisie de ce pays.

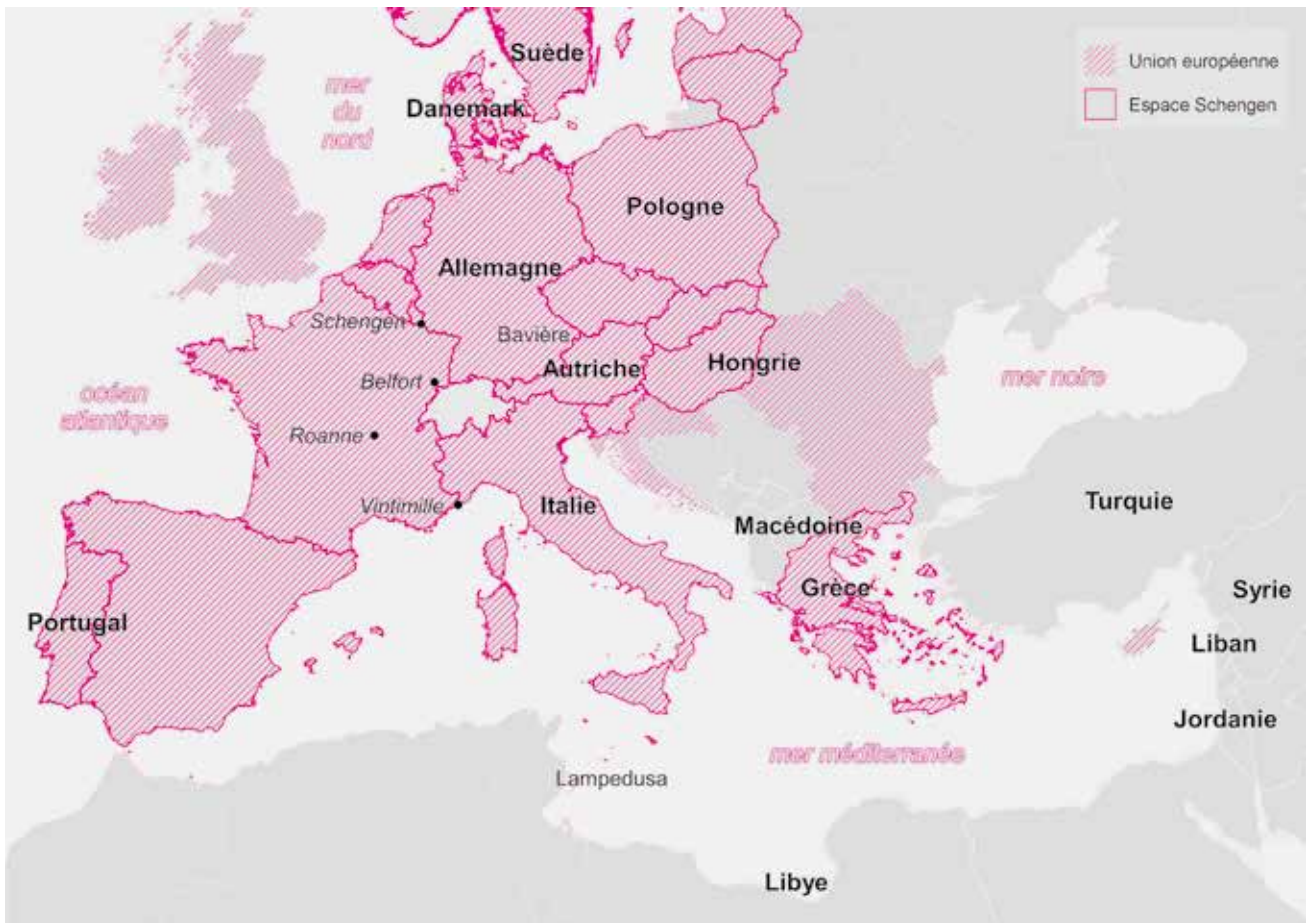
LE GRAND PATRONAT PRÊT À FAIRE SON MARCHÉ

Il est incontestable que les besoins en main-d'œuvre qualifiée du patronat allemand, dans un pays à la population vieillissante, interviennent dans la « générosité » de Merkel et Schäuble. Ainsi le PDG de Daimler a déclaré : « La plupart des réfugiés sont jeunes, bien formés et très mo-

tivés. C'est exactement le genre de personnes que nous recherchons. » Il voudrait pouvoir les recruter directement dans les centres d'accueil. Le président de la Fédération des industriels allemands réclame de son côté la simplification des procédures administratives pour permettre l'embauche des demandeurs d'asile.

En France, Pierre Gattaz, le patron du Medef, ne dit pas autre chose quand il écrit dans *Le Monde* : « L'accueil des migrants est une opportunité pour notre pays » car « ils ont souvent un fort niveau d'éducation, sont jeunes et formés. » C'est l'occasion de mettre en œuvre « l'immigration choisie » chère au Medef...

Si, depuis les années 1970, la politique officielle de tous les gouvernements est un contrôle strict de l'immigration, ce n'est pas l'exigence d'un patronat qui a toujours été réticent à entraver les déplacements de travailleurs. C'est le résultat d'une course à la démagogie xénophobe des dirigeants politiques aiguillonnés par la montée des partis d'extrême droite. Incapables d'enrayer le chômage, tous les gouvernements, de gauche comme de droite, dé-



signent des boucs émissaires et exacerbent la division entre les travailleurs en rabâchant jusqu'à la nausée qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Avec Hollande et Valls, même le petit vernis qui distinguait encore vaguement la droite et la gauche gouvernementale sur cette question a disparu. Il est tout de même cocasse que, malgré la pression de l'aile la plus droitière de son parti, en particulier la CSU bavaroise, la femme de droite Merkel semble aujourd'hui plus humaniste que l'homme de « gauche » Hollande.

Sur le fond, il n'y a pas plus de divergences entre Hollande et Merkel sur la crise des migrants qu'il n'y en avait sur la crise grecque. Les rôles du gentil et du méchant ont été inversés un court moment. Ils sont au diapason quand ils refusent d'accepter les migrants économiques. Ils veulent mettre en place des camps de triage en Italie, en Grèce ou en Hongrie, voire en



Des réfugiés bloqués par la police hongroise à la frontière avec la Serbie en septembre 2015.

Turquie, en Libye ou d'autres pays de transit. Comme si fuir la misère était moins légitime que fuir la guerre ! Par leurs interventions militaires, les grandes puissances impérialistes sont directement responsables de la barbarie qui s'étend dans de

vastes régions du monde. Mais elles le sont tout autant du pillage et du sous-développement qui poussent des millions de femmes et d'hommes à l'exil.

Si tant est qu'il puisse être mis en œuvre, le tri réclamé par les dirigeants européens est inique

et prépare de nouveaux drames humains. Comment imaginer que les hommes et les femmes qui sont parvenus aux portes de l'Europe au péril de leur vie, en se saignant pour payer leur passage, puissent accepter sans se battre d'être ramenés vers l'enfer qu'ils ont quitté? Quelles que soient les raisons de leur départ, ni les camps ni les barbelés n'arrêteront les migrants. Tous ceux qui le prétendent mentent ou nous préparent des lendemains sanglants.

N'ayant pas à gérer l'arrivée massive des réfugiés, la droite peut donner libre cours à sa chasse aux électeurs du Front national. C'est ainsi que plusieurs maires, ceux de Roanne ou de Belfort notamment, ont annoncé qu'ils n'accepteraient que des réfugiés chrétiens, pour « avoir la certitude que ce ne sont pas des terroristes ». Sarkozy n'est pas en reste. Dans une interview le 10 septembre au *Figaro*, il s'est opposé aux quotas de réfugiés. Il réclame, comme Marine Le Pen, la suppression de l'Aide médicale d'État (AME) aux étrangers (AME), des restrictions sur l'attribution des allocations logement et familiales et envisage des entorses au droit du sol. Et il reprend le projet de « camps de rétention dans les pays périphériques à Schengen, afin d'instruire les demandes d'entrée en Europe comme réfugié politique ».

Sarkozy promet de rétablir les postes frontières entre les pays de l'espace Schengen pour les ressortissants non européens. Hollande l'avait devancé en bloquant fin juin les migrants africains à Vintimille. Et il n'a pas fallu longtemps pour que, de l'Allemagne à la Hongrie en passant par la Tchéquie ou la

Slovaquie, la libre circulation au sein de l'Europe soit brisée. La crise des migrants révèle que les divergences d'intérêts et de politique entre les États de l'Union européenne (UE), et pas seulement entre l'est et l'ouest du continent se creusent de plus en plus. Même le progrès indéniable qu'a représenté, au moins pour les ressortissants européens, la libre circulation sur toute une partie du continent sans rencontrer de frontières, est menacé de disparition. L'Europe bourgeoise régresse et pourrait même éclater.

POUR LA LIBERTÉ TOTALE DE CIRCULATION SANS ENTRAVE NI VISA

À l'Europe des frontières, des barbelés et des camps, les travailleurs doivent opposer le droit à la liberté de circulation sans entrave ni visa. Ils sont tous des migrants potentiels, à la recherche d'un emploi et d'un lieu pour vivre au gré des crises et des fermetures d'entreprises. C'est pourquoi ils n'ont pas de patrie.

Les travailleurs conscients ne doivent pas laisser leurs adversaires, patrons libéraux ou nationalistes de tout poil, faire des réfugiés leurs concurrents ou leurs ennemis. Sans même parler de la petite fraction de la classe ouvrière déjà contaminée par la démagogie de l'extrême droite, nombre de travailleurs, choqués par le sort fait aux migrants, reprennent pourtant la fausse évidence selon laquelle « il n'y a déjà pas assez de boulot pour tout le monde ici, on ne peut pas les accueillir ». Ils se trompent et donnent des armes à leurs adversaires.

Depuis la naissance du capitalisme, pour aggraver l'exploitation, le patronat n'a cessé d'utiliser l'arme de la division, de dresser les travailleurs qualifiés contre ceux qui ne l'étaient pas, les femmes contre les hommes, les travailleurs débarqués des campagnes contre ceux installés avant eux. Aujourd'hui, ils voudraient opposer les intérimaires aux embauchés, les travailleurs détachés venus de Pologne ou du Portugal aux travailleurs nationaux, et maintenant les migrants à tous les autres. Face à cette division, les travailleurs conscients ont toujours opposé l'union de tous les travailleurs et l'internationalisme.

Les migrants ne sont en rien responsables des 25 millions de chômeurs officiellement recensés dans l'UE. Le chômage ne provient pas d'un excédent de main-d'œuvre mais de la rapacité de la bourgeoisie qui augmente la productivité, restreint les capacités productives et préfère spéculer plutôt que de produire les marchandises nécessaires pour satisfaire les besoins de tous.

Pour mettre un terme à l'hécatombe du chômage et enrayer l'appauvrissement des classes populaires, la seule voie est de contester à la bourgeoisie sa dictature sur l'économie et la société. Il n'y a pas d'aménagement possible.

Poussés par le désespoir, déterminés à survivre, prêts à franchir des centaines de kilomètres à pied pour rallier l'Allemagne ou la Suède, les migrants ne se laisseront pas arrêter. Nous devons en faire nos alliés et nos frères de combat contre le patronat et ses larbins gouvernementaux.

14 septembre 2015



Chute du prix des matières premières et ralentissement de l'économie chinoise, nouvelles manifestations de la crise mondiale

Cet été, la Chine a été au centre des préoccupations économiques : krachs boursiers à Shanghai entraînant la chute des Bourses mondiales, dévaluation du yuan et évocation d'une guerre des monnaies, chute des prix des matières premières et finalement révision à la baisse de la croissance mondiale par le FMI.

Le fait le plus palpable mais aussi en fait le plus ancien est la chute du prix des matières premières. Entre 2011, date à laquelle les matières premières étaient au plus haut, et aujourd'hui, la baisse du prix du charbon, du fer, du cuivre, du nickel, du pétrole parmi d'autres, est de l'ordre de 50%. Plus qu'un krach, c'est en fait une longue tendance à la baisse, les prix revenant à des niveaux d'avant la crise de 2008. Cette tendance s'est accélérée ces derniers mois. Les prix du charbon sont ainsi passés de 117 dollars la tonne en 2011 à 66 dollars en 2014. Le fer est passé de 170 à 60 dollars la tonne. Pour le cuivre, la tendance à la baisse est continue depuis le pic de 10000 dollars la tonne en 2011. Le cours est aujourd'hui autour des 5000 dollars. Le nickel a chuté plus encore, de près de 26000 dollars la tonne en 2011 à moins de 10000 dollars. L'exemple le plus frappant de cette accélération est le pétrole dont le cours du baril de Brent est passé de 120 dollars en 2011 à 110 dollars en 2014, puis à moins de 50 dollars à l'été 2015.

Cette chute a été globalement interprétée comme la conséquence de la panne de croissance de l'économie chinoise, dernier des pays dits émergents que les dirigeants et responsables du système nous présen-

taient comme en capacité de « tirer » la croissance mondiale, c'est-à-dire comme capable d'offrir des marchés et des débouchés aux trusts occidentaux. Les pays émergents, parés il y a peu de toutes les vertus, sont maintenant montrés du doigt comme responsables de la crise mondiale ! La chute des prix risque d'être dramatique pour les pays pauvres producteurs de matières premières pour qui ces matières premières constituent une source de revenus en dollars. On parle déjà dans la presse d'un risque sur la dette de ces pays : les assurances sur la dette (les CDS) de la Russie, du Venezuela et de quelques autres pays comme le Brésil montent par crainte d'un défaut de paiement. La panne de la croissance chinoise menacerait donc toute la planète, y compris les pays industrialisés pour qui les économistes ont de nouveau évoqué la menace de la déflation. La situation économique mondiale est en fait toujours bien embourbée dans la crise, et la chute des prix des matières premières n'en est qu'une nouvelle et spectaculaire manifestation.

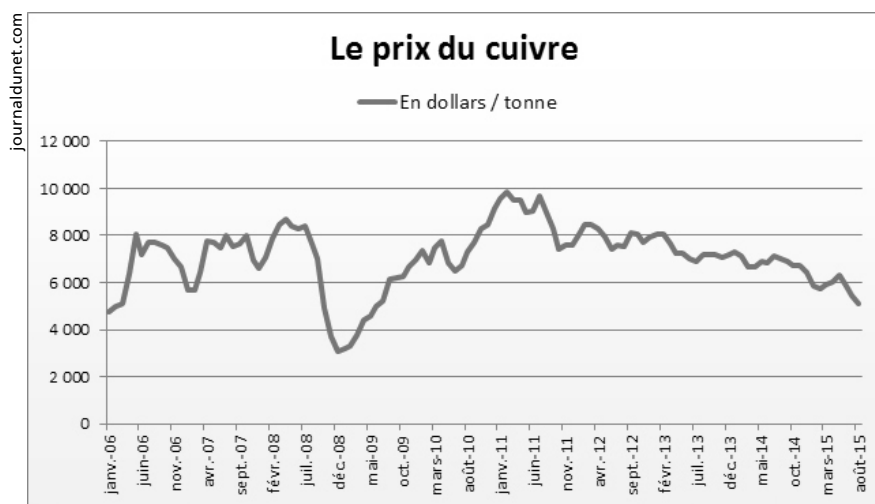
LES MATIÈRES PREMIÈRES
FRAPPÉES PAR
LA SURPRODUCTION

La chute des prix des matières

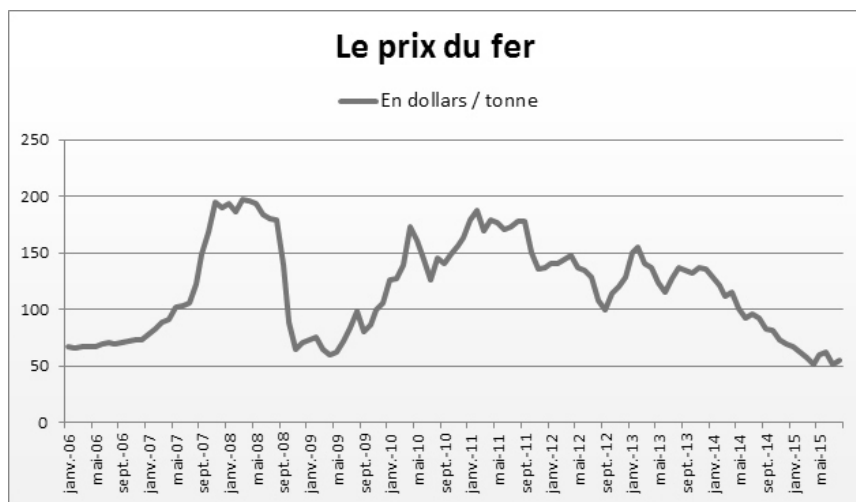
premières est en fait tout aussi impressionnante que leur envolée à partir du début des années 2000 (voir *Lutte de classe* n° 133, février 2011). L'afflux massif de capitaux spéculatifs, pariant sur une hausse soutenue, a largement contribué à cette hausse. La masse de capitaux en quête de placement a elle-même créé un véritable « choc de la demande » selon un des acteurs du marché, faisant ainsi naître et croître la bulle qui se dégonfle depuis. En 2008, les cours des matières premières, après avoir monté les années précédentes, ont d'abord plongé avec toute l'économie mais ils ont vite repris leur ascension, les matières premières prenant le relais de l'immobilier comme terrain de jeu de la finance. Ainsi le cuivre est passé de 4000 dollars la tonne en 2005 à 8500 dollars en 2008 avant de plonger à moins de 3000 dollars la tonne fin 2008 et début 2009, avant de monter vers les 10000 dollars en 2011. Derrière tous ces mouvements, il y a autre chose que le seul rapport entre l'offre et la demande. Il y a aussi, si ce n'est surtout, la spéculation : 98% des opérations sur les matières premières sont des opérations purement financières, et seulement 2% correspondent à des échanges concrets. Après 2008, la bulle spéculative sur les matières premières s'est enflée d'une partie des centaines de milliards de



Évolution du prix du pétrole entre 2000 et 2015.



Le cours du cuivre sur dix ans.



Les cours du fer depuis janvier 2006 selon la Banque mondiale.

dollars et d'euros injectés par les États pour sauver le système financier. Les peuples ont alors payé cher l'envolée des cours, notamment sur les matières premières alimentaires, le blé, le riz, le maïs, par la disette, la

famine imposées par des prix trop élevés.

L'une des raisons qui a orienté au début des années 2000 les spéculateurs vers les matières premières était la perception qu'ils avaient d'un marché en

expansion sur le long terme. Eux-mêmes, avec leurs capitaux, ont contribué à créer cette perception. Mais elle semblait aussi reposer sur des faits et en particulier des capacités de production inférieures à une demande croissante, une demande venant notamment des marchés dits émergents comme le Brésil, l'Inde ou la Chine. Quoiqu'il en soit, cette hausse des cours a incité de nombreux capitalistes à investir dans la production de matières premières. Par exemple, si le marché du cuivre a été déficitaire en 2010 et en 2011, la hausse des cours a incité à l'ouverture de nouvelles mines avec pour conséquence l'apparition d'un excédent dont les spécialistes disent qu'il durera jusqu'en 2018 si tous les projets miniers vont jusqu'au bout, ce qui ne semble aujourd'hui pas évident avec la chute des cours. Dans le charbon, l'envolée des prix a suscité aussi des ambitions. La banque Goldman Sachs a ainsi investi 600 millions de dollars dans des mines en Colombie entre 2010 et 2012. Des mines qu'elle vient de céder, le 13 août, pour 10 millions seulement, se désengageant au final de toute production de matières premières. Le pétrole en est un autre exemple. Le prix élevé du baril a permis aux pétroliers de développer et de rentabiliser très vite le pétrole et le gaz de schiste. L'exploitation du pétrole de schiste a ainsi fait croître la production de pétrole aux États-Unis de 70 % depuis 2008, plaçant le pays à la hauteur de l'Arabie saoudite et de la Russie et conduisant à un excédent de pétrole qui serait, selon la presse, de 2 à 3 millions de barils par jour, les pays de l'OPEP ayant décidé en juillet de ne pas diminuer leur production pour ne pas laisser les bénéficiaires à leurs concurrents.

Dans le secteur du fer, le deuxième après le pétrole, la montée du prix du fer avait ouvert de belles perspectives aux trois trusts qui monopolisent

un tiers de la production mondiale. Chacun des trois décida de plans d'investissements permettant d'augmenter ses capacités de production de 50 % à 100 %. Vale, le groupe brésilien, se donna l'objectif d'augmenter sa production de 50 %, de presque 300 millions de tonnes en 2008 à 450 millions de tonnes en 2012. Le groupe australien Rio Tinto planifia le doublement de sa production, de 191 millions de tonnes en 2008 jusqu'à 360 millions de tonnes en 2017. BHP Billiton, groupe australien également, avait pour projet d'accroître sa production de 127 millions de tonnes en 2008 à 290 millions de tonnes en 2017. Les entreprises de taille moindre ont toutes augmenté leur production pour les mêmes raisons. Aujourd'hui, avec la baisse des cours, nombre de projets sont arrêtés mais la surproduction de fer serait de 100 millions de tonnes par an.

Outre la spéculation et le rapport entre la production et la demande, les positions de monopole et la puissance financière de certains acteurs sont des éléments déterminants pour les

prix. Dans l'aluminium, les autorités américaines ont conclu que JP Morgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley de 2010 à 2012 ont été en position de manipuler les marchés à leur avantage, notamment en stockant de grandes quantités de certaines matières premières. Ainsi en septembre 2010, le prix de l'aluminium s'est envolé, alors que Goldman Sachs stockait de l'aluminium avec l'aide de Deutsche Bank, afin de créer une mini-pénurie qui s'est traduite par un allongement de la période nécessaire à la livraison de métal pour des industriels de vingt jours à quatre mois.

Mais le développement des capacités de production a en fait été au-delà de la demande réelle en matières premières. La spéculation financière peut pendant tout un temps s'auto-entretenir, les financiers s'échangeant entre eux les titres de propriété sans que la marchandise ne quitte les entrepôts. Mais, dans le cadre de l'économie capitaliste, il faut bien qu'à un moment les matières premières produites changent effectivement de mains, trouvent

preneur. Si elles ne trouvent pas d'acheteurs, elles sont du point de vue du marché inutiles et leur prix diminue. Les surcapacités pèsent en fait depuis quatre ans sur les cours, amenant nombre de spéculateurs à parier sur la baisse. Et l'annonce d'une croissance chinoise plus faible que prévue n'a été finalement que le coup de grâce. Tout cela ne faisant que souligner l'absurdité d'un système régulé par le marché, c'est-à-dire a posteriori, sur la base des besoins solvables. Une absurdité qui se transforme en cataclysme pour les peuples qui en subissent les conséquences, chacun à leur tour, quand c'est la hausse des prix pour les uns, quand c'est la baisse pour les autres.

La baisse des cours devrait être l'occasion pour les plus gros des capitalistes de chaque secteur d'éliminer leurs concurrents. Ainsi dans le fer, le PDG de Fortescue, troisième producteur australien, estime que les trois poids lourds du secteur ont délibérément inondé le marché mondial de minerai pour amplifier la chute des prix du fer et éliminer leurs concu-



La ville fantôme d'Ordos (Mongolie intérieure) en 2013.

rents, ces géants pouvant se permettre de perdre en valeur ce qu'ils gagnaient en volume. En Afrique ou en Chine, où une série de nouvelles mines ont été ouvertes il y a quatre ou cinq ans avec des coûts de production plus élevés que pour les trois géants, la chute des cours a été fatale.

LA DEMANDE CHINOISE EN MATIÈRES PREMIÈRES

Les Échos titraient le 1^{er} septembre: «*Chine, la grande panne qui inquiète le monde*», laissant entendre que la croissance chinoise en berne menacerait de récession toute l'économie mondiale. Cette argumentation repose sur une statistique qui fait de la Chine le premier consommateur mondial de matières premières: 40 % de la consommation industrielle mondiale de métaux est chinoise, comme plus de 20% de la consommation de matières premières alimentaires et 20% de la consommation d'énergie non renouvelable (pétrole et charbon notamment).

Cependant, d'autres statistiques indiquent que la consommation des métaux en Chine n'a pas faibli: selon la chronique RFI consacrée aux matières premières, «*21 matières premières ont vu les importations chinoises grimper de plus de 20% en juillet, par rapport à l'an dernier.*» Ce qui a orienté les spéculateurs et les cours à la baisse n'est donc pas la baisse en soi de la demande chinoise en matières premières, mais la conjonction de surcapacités mondiales de production et d'une croissance chinoise plus faible que prévue: les spéculateurs se sont rendu compte que l'économie chinoise n'était pas en position d'absorber la surproduction mondiale.

Car le ralentissement de l'économie chinoise semble être le résultat d'une situation où la surproduction a aussi gagné cer-

tains secteurs, en particulier l'immobilier et les infrastructures qui sont les secteurs qui ont été moteurs en Chine depuis 2008. En 2013, certains observateurs estimaient que 20 % des logements (ce qui représenterait plusieurs dizaines de millions de logements) étaient inhabités. Des quartiers, voire des villes entières, sont sortis de terre, mais restent déserts, fantômes, malgré tous les efforts des autorités. Selon *Les Échos* du 1^{er} septembre, les surcapacités sont d'autant plus manifestes que le secteur des biens de production est bien atteint: les industriels chinois auraient par exemple produit 2,5 fois plus de pelleuses qu'il ne s'en est écoulé, les ventes de machines de construction sont moitié moins importantes qu'en 2011...

D'où la discussion et les exhortations du FMI, des financiers occidentaux et des autorités chinoises à ce que la Chine «change de modèle» et entame et réussisse sa «transition».

TRANSITION CHINOISE OU FUITE EN AVANT ?

Les industriels occidentaux, les fournisseurs de matières premières mais surtout ceux qui cherchent désespérément un avenir au capitalisme comptent depuis 2008 sur la Chine et son marché. Et devant les signes évidents du ralentissement de l'économie chinoise, tous espèrent une «transition», un «changement de modèle» permettant de passer d'une économie chinoise, jusque-là tournée vers les exportations, l'immobilier et les infrastructures, vers une économie tournée vers la consommation intérieure dont les centaines de millions de consommateurs, encore en bonne partie seulement potentiels, font rêver les capitalistes de tous les pays.

La croissance chinoise a d'abord été, des années 1980

aux années 1990, le résultat d'investissements dans des outils de production pour des marchandises destinées à l'exportation. Cela a fait de la Chine, si ce n'est «l'atelier du monde» comme le disent certains, au moins un centre de production important, qui a pris le relais d'une partie de la production dans les pays occidentaux (le textile par exemple), et qui a concentré la production de nouveaux secteurs (l'électronique). Ainsi une partie non négligeable des importations repartait aussitôt, comme composante des produits exportés. Mais une telle dépendance vis-à-vis du marché mondial ne fut pas sans conséquences: à partir de 2007 et de la crise financière, ces activités ont cessé de progresser, ce qui a fait dire à certains que «l'usine du monde tourne au ralenti». 20 millions de travailleurs migrants qui avaient perdu leur emploi dans les industries exportatrices étaient retournés chez eux à la campagne. Afin d'éviter tout trouble social et afin surtout de soutenir la nouvelle classe riche chinoise, les autorités ont alors décidé d'injecter 586 milliards de dollars dans un «plan de relance» de l'activité, à l'image de ce que faisaient les gouvernements occidentaux vis-à-vis de leur propre bourgeoisie. Ce plan était concentré sur l'immobilier et les infrastructures, une politique qui, si elle a fait la fortune de promoteurs immobiliers, est à l'origine de la bulle immobilière actuelle. Mais une politique qui a satisfait bon nombre de capitalistes occidentaux, leur offrant des débouchés et un terrain de spéculation, notamment sur les matières premières que la Chine a importées dans le cadre de ce plan.

Comme on l'a vu, cette politique économique montre ses limites, ce que traduit la baisse des taux de croissance officiels. La baisse de la croissance réelle est bien plus importante: le FMI aurait ainsi demandé

aux autorités chinoises comment elles pouvaient justifier une croissance de 7 % alors que la production d'électricité du pays a stagné au cours des douze derniers mois (*Les Échos* du 4 septembre). Mais elle menace aussi de se transformer en un véritable krach, car la frénésie immobilière a généré un endettement colossal (2,5 fois le PIB du pays, dettes privées et publiques cumulées) qui n'est pas exempt de danger tout comme l'important stock de logements non occupés. D'où les interventions répétées des autorités chinoises sur les Bourses du pays, et les plans d'aide répétés aux banques, les baisses des taux d'intérêt et les facilités de crédit pour les particuliers. D'où, aussi, l'un dans l'autre, les espoirs des autorités chinoises comme des capitalistes occidentaux en un changement de modèle...

Le pari, ou le rêve, de tous ces responsables est que la Chine se transforme d'un pays essentiellement rural en un pays urbanisé, comme l'ont fait le Japon au 20^e siècle ou les pays occidentaux au 19^e siècle. Cette transformation correspondrait à la création d'un vaste marché intérieur qui suppléerait aux faiblesses des marchés occidentaux. L'exode rural de centaines de millions de paysans sortant de leur autarcie les transformerait en consommateurs de produits manufacturés. Il est hors de doute que la Chine s'est transformée depuis 40 ans. La population urbaine ne représentait que 20 % du total dans les an-

nées 1970. C'est sans doute 40 % ou 50 % aujourd'hui, ce qui veut dire des dizaines de millions de citadins en plus. Cela représente certes un marché pour les capitalistes, pour les logements, les transports, l'alimentation, mais un marché qui leur semble encore trop étroit. Et comme le secteur de la production semble bien en berne, certains rêvent maintenant de la transition vers une économie de services. Paradoxe de tous ces chantres du capitalisme et de la libre entreprise, ils comptent sur le fait que l'économie chinoise est encore en partie administrée par l'État, sur les réserves en devises de l'État pour investir dans les systèmes de santé, les retraites ou l'éducation qui selon eux seraient la condition *sine qua non* pour que les travailleurs chinois consomment leurs salaires plutôt qu'ils ne l'épargnent. « *La transition vers une économie de plus en plus tournée vers le marché et le dénouement des risques accumulés ces dernières années sont complexes et pourraient donc bien être quelque peu mouvementés* », a déclaré Christine Lagarde, la directrice générale du FMI. « *Cela étant dit, les autorités disposent des instruments politiques et des amortisseurs financiers [qui leur permettront] de gérer cette transition* », a-t-elle ajouté (*Les Échos* du 1^{er} septembre).

Mais jusqu'à aujourd'hui, seule une mince couche de ces citadins, quelques dizaines de millions de Chinois, s'est enrichie des milliards injectés dans l'économie et a acquis un mode

de vie se rapprochant de celui des pays occidentaux, consommant voitures et voyages, et offrant des débouchés à PSA, Renault ou Airbus. Bien loin de compenser la baisse des exportations et la baisse des investissements dans les infrastructures ou l'immobilier, d'où la baisse de la croissance. Personne ne sait jusqu'où cette baisse ira. La transition rêvée par les capitalistes pour la Chine s'est faite en Occident parce que la bourgeoisie européenne a d'abord pillé pendant des siècles le monde entier, et que cette bourgeoisie était en position dominante à la fin du 19^e siècle, imposant sa loi, ses capitaux et ses marchandises à toute la planète. La Chine ne possède de tout cela que son 1,4 milliard d'habitants, ce qui n'est certes pas rien. Mais comme on le voit, il ne suffit pas de construire des logements pour qu'ils soient habités. D'autant plus qu'une urbanisation ne veut dire ni un marché étendu, ni des classes populaires avec un niveau de vie très élevé : les favelas des villes du Brésil (urbanisé à 85 %) ou du Mexique (à 78 %) sont là pour le rappeler.

Le seul résultat tangible, et réellement porteur d'avenir, de l'évolution de la Chine ces trente dernières années, c'est l'essor d'un prolétariat chinois, nombreux, jeune et dynamique, qui à son tour, nous n'en doutons pas, saura trouver, comme au début du 20^e siècle, la voie vers les idées de sa classe, les idées communistes et révolutionnaires.

15 septembre 2015



Argentine: élections après douze ans de péronisme à la sauce Kirchner

Le 25 octobre aura lieu l'élection du prochain président argentin et le renouvellement de différents mandats électifs. Le 9 août se sont déroulées les élections primaires, sorte de répétition générale. Trois candidats, prêts à accentuer la politique d'austérité contre les classes populaires, briguent la succession de l'actuelle présidente péroniste, Cristina Kirchner, qui après deux mandats successifs ne peut se représenter.

L'inflation est très forte. Le gouvernement ne parvient pas à juguler le marché noir des devises où dollar et euro s'achètent 50% plus cher que le cours officiel. La dévaluation du peso est à l'ordre du jour. Le successeur devra aussi régler la question des fonds voutours, ces spéculateurs qui ont racheté à bas prix une fraction de la dette pour en tirer un profit exorbitant et ont obtenu des jugements défavorables à l'État argentin.

Ces questions se discutent dans les journaux de la bourgeoisie, mais n'ont pas été abordées dans la campagne car, comme on dit là-bas, « *si tu an-*

nonces ce que tu vas faire, tu ne seras pas élu ».

L'ÉLECTION PRIMAIRE DU 9 AOÛT DERNIER

70 % des électeurs ont voté à l'élection du 9 août, contre 81 % en 2011. Cela représente 22 millions de votants mais plus de 9 millions d'abstentionnistes : c'est beaucoup dans un pays où le vote est obligatoire, sauf pour les plus de 70 ans.

Le candidat arrivé en tête avec 38% des voix, Daniel Scioli, est le successeur désigné de la présidente et gouverneur de la

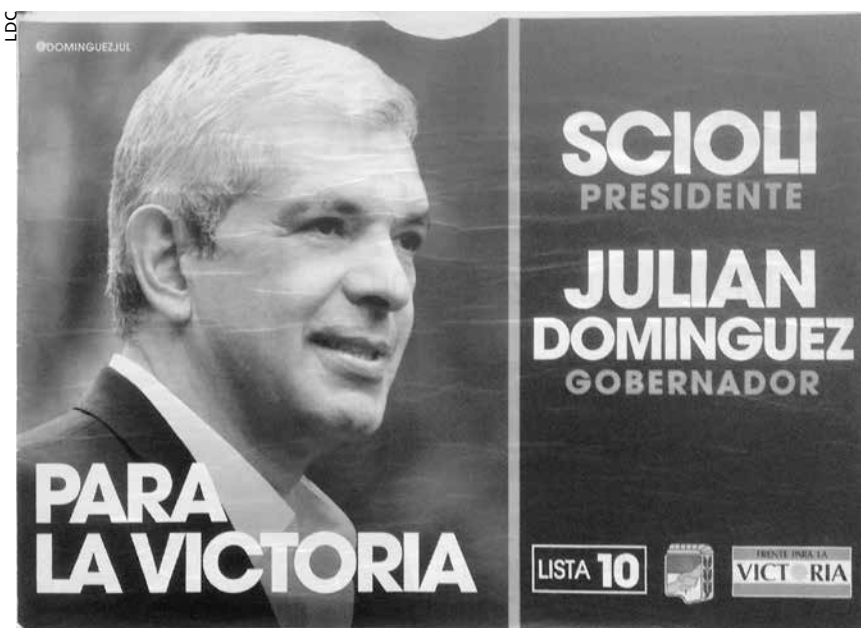
province de Buenos Aires, qui concentre le tiers des 41 millions d'Argentins. Il fut vice-président de Nestor Kirchner de 2003 à 2007.

Il est porté par la coalition politique qui a assuré les douze ans de règne du couple Kirchner : le Front pour la victoire, alliance du parti péroniste avec la fraction de la gauche sensible aux droits de l'Homme, dont les Mères de la place de Mai, mères des victimes de la dictature, sont l'expression visible, et aussi le Parti communiste.

Le deuxième candidat, Mauricio Macri, un riche homme d'affaires, a obtenu 30%. Ex-président d'un populaire club de football, il s'est lancé en politique. Député en 2005, il est maire de Buenos Aires depuis 2007. Sous l'étiquette « Changeons », il exprime à voix haute les souhaits du patronat, comme supprimer allocations et aides aux classes populaires.

Enfin, Sergio Massa, député péroniste dissident à la tête d'un Front renouvateur, a obtenu 20% des voix. Ex-chef de cabinet de la présidence en 2008-2009, ex-maire d'une banlieue chic, il dénonce l'insécurité, le travail au noir, l'impôt, avec des accents réactionnaires. Opposant aux Kirchner depuis 2009, il se dit partisan d'un « *ordre juste* ».

À eux trois, ces candidats se



Scioli, candidat du Front pour la victoire.



À la tribune, au centre, le candidat du PTS, Del Caño, qui conduira la liste du Front de la gauche et des travailleurs (FIT) à l'élection présidentielle.



Sur cette affiche qui prône le changement pour la gauche, Altamira, candidat du PO, et son allié de IS, Giordano.

sont partagé 88% des suffrages, laissant à leurs opposants un espace fort mince.

LA CAMPAGNE DES TROTSKYSTES

Parmi ceux-ci, cinq courants trotskystes étaient en lice pour les primaires. Deux d'entre eux, le MAS (Mouvement vers le socialisme) et le MST (Mouvement socialiste des travailleurs), se partageant près de 200 000 voix, n'ont pas passé la barre des 1,5% permettant de rester en lice. En revanche, le FIT (Front de gauche et des travailleurs), un front électoral qui unit depuis 2011 trois autres organisations (le Parti ouvrier, PO, et deux organisations issues du courant moréniste, le Parti des travailleurs pour le socialisme, PTS, et la Gauche socialiste, IS), sera présent à l'élection.

La loi permettant d'avoir une primaire dans la primaire, le FIT est apparu divisé, le PO et le PTS ne s'étant pas mis d'accord sur un candidat présidentiel commun. Son candidat, Nicolás Del Caño, ayant obtenu dans une élection partielle à Mendo-

za un bon résultat (17%), le PTS a revendiqué pour lui la tête de liste présidentielle, ce que le PO et son candidat, Jorge Altamira, ont refusé. Ils sont allés séparément à l'élection, d'un côté le PO et IS, et de l'autre le PTS, mais sous l'étiquette commune FIT, leurs voix s'additionnant pour la primaire. Ensemble, ils ont obtenu 3,3% et 730 000 voix.

Le jeune candidat du PTS l'ayant emporté, en octobre les candidats du PTS seront tête de liste présidentielle, tandis que les trois organisations se partageront les autres postes. Ils pensent obtenir quatre à six députés.

LE PARTI PÉRONISTE, NAISSANCE D'UN MYTHE

Si Daniel Scioli a dominé la primaire, il le doit à l'emprise que les Kirchner ont imprimée au parti péroniste depuis douze ans, faisant oublier la décennie ultralibérale de Menem, et renouant avec le mouvement péroniste des origines, notamment la recherche d'un soutien populaire.

Le parti péroniste, dont le nom officiel est le Parti justicialiste, a été fondé en 1947 par le général Juan Domingo Perón. En 1943, des officiers s'étaient emparés du pouvoir par un coup d'État. Influencés par le fascisme, ils étaient opposés à la participation de l'Argentine à la Deuxième Guerre mondiale dans le camp des Alliés. Secrétaire d'État au travail, Perón y acquit une telle popularité qu'il fut jeté en prison par ses rivaux en octobre 1945. Mais, le 17 octobre, une mobilisation dite des « sans chemise », organisée par l'appareil de la CGT, confédération syndicale née en 1930, le porta au pouvoir. Président de 1946 à 1955, il s'inspira de la politique du président mexicain Lázaro Cárdenas qui, de 1934 à 1940, avait noué une relation privilégiée avec les syndicats pour développer l'économie nationale.

La guerre ayant assuré la prospérité de l'Argentine, fournisseur des belligérants, Perón put satisfaire des revendications ouvrières comme le treizième mois, ce qui marqua les ouvriers. En outre, sa compagne, Eva, surnommée affec-



Des «sans-chemise» lors de la mobilisation du 17 octobre 1945 qui porta Perón au pouvoir.

tueusement Evita, s'occupa de protection sociale, se rendant très populaire dans les familles modestes.

Aux patrons qui s'inquiétaient de cette sollicitude pour les classes populaires, le couple ne manqua jamais de rappeler qu'il n'entendait pas privilégier le travail au détriment du capital, mais tout le contraire. Le décès d'Evita en 1952, à 33 ans, en fit un mythe qui dure encore. Perón fut chassé par l'armée en 1955; son parti interdit, la CGT prit le relais. Son exil en Espagne franquiste cessa en 1973, quand il revint en Argentine, pour un court moment puisqu'il mourut en 1974.

UN PÉRONISME ÉCARTELÉ

À partir de 1969, la radicalisation des ouvriers, marquée par plusieurs soulèvements dans des villes comme Córdoba ou Rosario, mais aussi par la radicalisation de la jeunesse, écartela le mouvement péroniste entre une aile d'extrême gauche, les Monteneros rêvant d'un Perón castriste, et une extrême droite, conduite par José Lopez Rega qui, avec l'appui des tueurs de la Triple A, se chargea, bien avant le coup d'État de 1976, d'exécuter les Monteneros, mais aussi les militants ouvriers ou d'extrême gauche.

La dictature militaire (1976-

1983) élargit cette persécution, torturant et assassinant pendant sept ans, faisant disparaître quelque 30 000 opposants, dont 30 % d'ouvriers. À la sortie de la dictature, le parti radical, l'Union civique radicale, parti de la bourgeoisie depuis 1891, prit les rênes de l'État derrière le président Raúl Alfonsín, qui lança des procès contre les militaires pour finalement les amnistier.

La dictature ayant multiplié par sept la dette, le pays se débattait dans les difficultés économiques. En 1989, l'inflation frisant 5 000 %, Alfonsín céda la place au péroniste Carlos Menem, qui allait présider pendant dix ans.

UN PÉRONISME ANTILOUVRIER

Pour Menem, il ne fut question ni de développer l'économie nationale ni de ménager les travailleurs. Il privatisa massivement, achevant le démantèlement de l'industrie nationale amorcé par la dictature pour offrir plus d'espace aux multinationales étrangères. Cela entraîna des centaines de milliers de licenciements et l'apparition d'un mouvement de chômeurs, les *piqueteros* qui, pour obtenir des aides, barraient les routes. Au terme de sa décennie, Menem était vomi.

ARC

En 1991, il aligna le peso sur le dollar à parité, donnant ainsi à la petite bourgeoisie un pouvoir d'achat accru. Mais, avec la crise financière de 1997 qui allait frapper l'Asie, la Russie puis l'Amérique latine, cela devint intenable. Cette politique déboucha sur le krach de décembre 2001, mais à cette date Menem n'était plus aux commandes. Battu en 1999, il fut remplacé par le radical Fernando de la Rúa, qui fut lui-même balayé par le krach. Sa fuite en hélicoptère marqua au point que le parti radical ne s'en est toujours pas remis.

LE KRACH DE 2001

Le peso perdit 75 % de sa valeur; le chômage grimpa à 21 %, le taux de pauvreté à 54 % et le taux d'indigence à 27 %. L'industrie était en panne et la majorité de la population vivait d'expédients. Cela déclencha des pillages de supermarchés et une émeute réprimée dans le sang, 35 morts. La petite bourgeoisie, excédée par l'encadrement bancaire, manifestait sa colère en frappant des casseroles; les chômeurs amplifiaient les barrages routiers et les salariés de 150 entreprises maintinrent l'activité malgré la fuite du patron.

Les péronistes cherchaient un successeur à de la Rúa. En une semaine, cinq candidats se présentèrent. Le meilleur tint cinq jours. L'intérim fut assuré par le gouverneur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, épaulé par l'économiste Roberto Lavagna, qui se chargea de réparer les dégâts de son prédécesseur, Domingo Cavallo, qui avait sévi sous Menem et de la Rúa. Lavagna dévalua le peso pour amorcer la relance de l'activité et la décrue du chômage. Duhalde distribua des aides aux chômeurs, tandis qu'il cherchait un candidat pouvant incarner le renouveau et empêcher le retour de Menem. Ce fut Nestor Kirchner.

Il y eut trois candidats péronistes à la présidentielle. Menem obtint 24 % et Kirchner 22 %. Il n'y eut pas de deuxième tour car Menem jeta l'éponge.

L'EMBELLIE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE NESTOR KIRCHNER

Quand Kirchner prit la tête de l'État en 2003, il avait 52 ans et gouvernait depuis douze ans la province de Santa Cruz, après avoir été maire de Río Gallegos. Jusqu'en 1995, il fut un relais fidèle de Menem, puis il critiqua sa proximité avec les États-Unis et l'amnistie des militaires.

Sa province étant riche en pétrole et en gaz, les exportations assuraient une grande prospérité à la province et aux Kirchner. Autre atout, son épouse Cristina connaissait les rouages du système, ayant été de 1989 à 2001 conseillère régionale, députée et sénatrice.

Kirchner conserva Lavagna à l'Économie et s'attaqua aux lois d'amnistie des militaires abolies en août 2003. Cela ouvrit la voie à de nouveaux procès contre les militaires, y compris les chefs des juntas, qui additionnèrent les années de prison. Ces procès se poursuivent encore actuellement. Kirchner renforça ainsi ses liens avec le milieu des Mères de la place de Mai, qui restent mobilisées contre l'impunité des tortionnaires et dans la recherche des enfants de militants assassinés et volés par l'armée.

Kirchner reçut le soutien de la CGT, réunifiée en 2004 après avoir été divisée en deux factions, pro et anti-Menem. Il légalisa les entreprises relancées par leurs salariés devenues des coopératives. Le climat social s'apaisa, les *piqueteros* disparurent.

LE MARCHANDAGE DE LA DETTE

Restait le problème de la dette externe. Inexistante en 1949, elle explosa sous la dictature, grimpa de 5 à 35 milliards de dollars. Elle était de 132 milliards en 2001. Une bonne part de ces milliards provenait de la reprise par l'État du passif de plusieurs fleurons de la bourgeoisie nationale, entre autres, les groupes Pérez Companc, Techint, Fate, Bunge y Born et Socma (Macri). Kirchner consacra l'essentiel des recettes de l'État à rembourser les prêts des instances internationales. Il fut moins souple avec les créanciers privés. Il agita la menace du défaut de paiement pour obtenir le soutien tacite du FMI qui entendait continuer d'être remboursé, et put ainsi imposer une forte réduction aux créanciers privés.

De 2004 à 2005, Lavagna proposa aux créanciers d'échanger leurs titres contre des bons aux montants diminués et étalés dans le temps. Soixante-seize pour cent des créanciers acceptèrent, réduisant la dette de 62 milliards. En décembre, il effaça la dette du FMI avec un versement anticipé de 10 milliards de dollars. En 2009, le service de la dette, les intérêts versés aux prêteurs, ne représentait plus que 7 % du budget contre 35 % en 2003. En 2010, 93 % des créanciers avaient négocié.

La fin du mandat fut marquée par des scandales, la corruption du système n'ayant pas disparu. Cela touchait des comparses mais, plus tard, cela devait éclauffer les Kirchner. En 2013, leur fortune avait augmenté de 700 % en dix ans ! Mais à l'heure de l'embellie économique des années 2005-2007 marquée par des taux de croissance moyens de 9 %, un taux de chômage retombé à 8 % et un taux de pauvreté divisé par deux, la réélection de Nestor était assurée. Il surprit en mettant en

avant son épouse Cristina, laissant entendre qu'il reviendrait en 2011. Les « K » étaient aux commandes.

QUATRE MOIS DE CONFLIT AVEC LA BOURGEOISIE AGRICOLE

L'élection de Cristina Kirchner se déroula sans difficultés et une partie des ministres de Nestor furent reconduits. Il en alla différemment l'année suivante.

En quête de recettes fiscales et constatant que les exportations agricoles étaient florissantes, 5,5 % du produit intérieur brut mais 18 % des exportations, la présidente annonça en mars 2008 l'augmentation des taxes à l'export.

En dix ans, les surfaces agricoles consacrées à la culture du soja étaient passées de 25 à 53 %, tandis que celles consacrées au blé avaient reculé de 30 % à 18 %. Les abattoirs de Buenos Aires traitaient trois fois moins de bétail. Les Kirchner escomptaient réorienter la production agricole pour faire baisser le montant des importations. Mais les organisations d'exploitants agricoles se mobilisèrent contre les nouvelles taxes, en tête la Société rurale, héritière de la bourgeoisie terrienne, pionnière du capitalisme argentin.

Cela déclencha un débat sur le monde agricole, les difficultés des agriculteurs modestes, souvent sous-traitants des riches propriétaires, masquant les exigences de la bourgeoisie. Les agriculteurs bloquèrent les routes. La présidente resta ferme. La droite et Macri rejoignirent la protestation. Les Kirchner négocièrent, mais leur proposition d'aides aux petites entreprises fut rejetée. Les prix alimentaires doublèrent dans la capitale. La présidente espérait que sa majorité ferait passer sa proposition. Mais son propre vice-président annonça qu'il ne la soutenait pas. Le projet fut

remballé et la popularité des Kirchner au plus bas.

Dès lors, la présidente dénonça la presse qui avait soutenu la bourgeoisie agricole, en tête le quotidien *Clarín* (Le Clairon), anti-péroniste depuis sa fondation en 1945, dont la propriétaire, la très fortunée Ernestina Herrera de Noble, avait soutenu l'armée pendant la dictature. Le quotidien devint la voix des anti-Kirchner, mais ces attaques remobilisèrent les soutiens des «K».

DU SOCIAL ET DU SOCIÉTAL POUR REMONTER LA PENTE

La présidente accentua alors sa politique sociale. La gestion des pensions de retraite avait été privatisée par Menem en 1993. Pendant des années, on vit manifester des retraités dont les pensions, très faibles, étaient versées avec des mois de retard. La présidente s'attaqua aux fonds de gestion. Le système fut renationalisé. Depuis, les retraites, toujours modestes, sont versées régulièrement et même augmentées, mais en dessous de l'inflation. Elle revalorisa les allocations pour accident du

travail, mit en place une allocation universelle par enfant qui tira de la misère 1,6 million de personnes, dont une moitié d'enfants. Dans les quartiers déshérités, Cristina devint synonyme d'Evita.

En 2010, une loi autorisa le mariage des couples homosexuels, qui avaient déjà les mêmes droits que les hétérosexuels. La présidente apparut ferme face à l'Église; elle s'était gardée cependant de proposer la légalisation de l'avortement.

La crise économique de 2008 qui menaça le système bancaire international épargna l'Argentine. Soutenue par des dizaines de milliards d'aides et grâce aux exportations, elle maintint un rythme de croissance élevé, 9% en 2010.

FIN DE RÈGNE

Le 27 octobre 2010, la radio annonça le décès de Nestor Kirchner. La présidente devait donc se succéder à elle-même. L'action de Nestor fut mise en valeur, ainsi que l'action sociale en cours, et elle fut réélue.

S'étant fait beaucoup d'ennemis, à droite mais aussi dans la

CGT, elle chercha d'autres alliés sur sa gauche. Nestor s'affichait avec Lula du Brésil, elle se rapprocha de Chávez du Venezuela. Elle adopta un ton anti-impérialiste contre les États-Unis et aussi le Royaume-Uni, en réveillant la revendication du retour des îles Malouines à l'Argentine.

Elle en joua encore, non sans raison, lors du bras-de-fer avec les fonds vautours. En octobre 2012, la cour d'Appel de New York déclarait que la restructuration de la dette de 2005 ne valait que si le gouvernement remboursait aussi les créanciers n'ayant pas choisi d'échanger leurs titres. L'État argentin était sommé de verser 3 milliards à ces créanciers et 1,3 milliard aux fonds vautours, ces fonds spéculatifs qui avaient racheté à bas prix des créances pour les revendre dix-sept fois leur prix. Un deuxième jugement défavorable, intervenu cette année, a fait grimper la facture de l'Argentine vis-à-vis de ces fonds à 7 milliards. En payant, l'État argentin risque d'inviter les créanciers ayant échangé leurs titres à réclamer leur part, évaluée à 95 milliards de dollars...

En 2012, au nom de la souveraineté, elle proposa la re-



Affiche dans les rues de Buenos Aires : «Assez des vautours, Argentine unie dans une cause nationale» (été 2014).

nationalisation de Repsol, une compagnie espagnole qui, sous Menem, avait pris le contrôle de la compagnie YPF qui exploitait et distribuait le pétrole argentin. Deux ans plus tard, Repsol ne disait plus « non » à 5 milliards de dollars d'indemnités.

La présidente dut cependant remballer son rêve d'un troisième mandat face à une manifestation monstre qui rassembla tous ses ennemis. Il ne lui restait qu'à préparer sa succession.

FACE À L'AUSTÉRITÉ ANNONCÉE

L'Argentine est aujourd'hui dans une situation moins tourmentée qu'en 2003. Les « K » ont atténué la dette. Mais ils ont géré en fonction de leurs échéances électorales, continuant, comme leurs prédécesseurs, à vivre à crédit, ce qui alimente une dette que leurs successeurs tenteront de faire payer aux classes populaires.

Avec la relance de l'activité industrielle, la pauvreté a reculé, mais la contestation ouvrière aussi. Il y a encore des conflits sociaux durs, mais isolés, comme Lear, Gestamp ou la ligne de bus 60. Les ouvriers obtiennent parfois des résultats marquants, comme ceux des

huileries de soja qui ont imposé cette année un salaire minimum égal au « panier de la ménagère » officiel, ce qu'il faut pour faire vivre une famille, 14 000 pesos par mois, alors que bien des travailleurs ne gagnent que 5 000 pesos et les mieux payés 12 000 ou 13 000. Mais des luttes ont été réprimées, comme celle de ces ouvriers du pétrole de Las Heras, condamnés à la prison à perpétuité. Avec les travailleurs, les Kirchner ont conjugué clientélisme pour leur électorat avec répression contre ceux qui luttent.

Même si les « K » ont pu s'opposer à une fraction du patronat, l'Argentine qu'ils ont contribué à remettre sur pied est celle où la bourgeoisie locale, et pas seulement les multinationales, domine la société. Qu'ils s'opposent aux travailleurs comme Menem ou qu'ils cherchent leur soutien comme les Kirchner, les péronistes sont au gouvernement pour maintenir l'ordre social. De ce fait, ni la corruption ni la misère n'ont disparu.

La corruption découle en partie du système fédéral : faire passer la ligne du gouvernement exige de mobiliser les gouverneurs des provinces, cela s'accompagne d'aides et de subventions qui parfois s'égarer... Quant à la misère, elle découle

de la nature capitaliste du système.

Les péronistes, les chavistes, voire des trotskystes, mettent volontiers l'accent sur le caractère « semi-colonial » du pays, dénonçant le FMI et les multinationales étrangères. Cela a pour conséquence de faire oublier l'autre « semi », son caractère capitaliste. La bourgeoisie nationale est puissante, les « K » ont pu le vérifier. Leurs successeurs, quels qu'ils soient, défendront le même ordre social. Les travailleurs ne doivent pas perdre de vue que leurs ennemis sont aussi à l'intérieur, et pas seulement au gouvernement.

Le redéploiement de l'industrie a fait entrer dans les usines une génération d'ouvriers, jeunes et combatifs. Lors des négociations sur les salaires, les bureaucraties syndicales sont conciliantes, mais la base est mobilisée. Quand le patronat ne tient pas compte de l'inflation, des grèves éclatent et obtiennent plus. Dans la plupart des branches, il y a des oppositions à la bureaucratie, souvent animées par des trotskystes.

Quel que soit le vainqueur des élections, les travailleurs n'y gagneront rien, mais leur combativité et leur force collective restent un gage pour l'avenir.

16 septembre 2015



Île de La Réunion : la canne à sucre, un business juteux financé par l'argent public

Revendiquée à cor et à cri par le principal syndicat des planteurs de canne, la Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion (CGPER), la nouvelle « convention canne » a été signée le 11 juin entre l'État, la Chambre d'agriculture, la CGPER et les usiniers, en présence du Premier ministre Manuel Valls. Cette convention, qui couvre la période de 2015 à 2021, fixe les conditions d'achat des cannes par les industriels du sucre et les modalités des différentes aides de l'État et de l'Union européenne (UE).

Sur ce sujet nous publions ci-dessous un exposé présenté samedi 23 mai dernier à la fête de Lutte ouvrière par nos camarades de l'île de La Réunion.

La campagne sucrière à La Réunion, la « koup kann » en créole, a démarré le 6 juillet dans le Nord et l'Est, le 16 juillet dans l'Ouest, et durera jusqu'à la mi-décembre. Cinq mois et demi durant lesquels les quelque 3 500 planteurs livreront leurs cannes aux deux usines sucrières de l'île. Les ouvriers agricoles et ceux des usines verront, eux, leur effectif tripler pour produire les quelque 200 000 tonnes de sucre et les 100 000 hectolitres d'alcool pur de rhum.

L'année 2015 est transitoire à plus d'un titre. D'abord parce que la « convention canne », qui fixe notamment les prix d'achat de la canne ainsi que les diverses primes versées aux planteurs par les usiniers pour une durée de huit ans, arrive à échéance. Ensuite parce que redémarre cette année un nouveau plan d'aides en provenance de l'UE et de l'État français pour soutenir le domaine tant agricole qu'industriel de la canne. L'enjeu est de taille pour les agriculteurs comme pour les propriétaires d'usines qui bénéficient fortement des aides publiques. Ces mêmes aides dont les modalités d'attribution seront remises en cause à partir de 2017, avec la fin des quotas et des prix

garantis accordés par l'Union européenne.

Les planteurs y voient une menace pour cette monoculture biséculaire qui a fait la fortune de grandes familles coloniales et bourgeoises de l'île depuis le 19^e siècle. Ils craignent la concurrence du sucre européen ou venant d'autres pays. Ils dénoncent à tout-va les accords commerciaux entre l'UE et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) et, en chœur avec les usiniers, ils appellent l'État à la rescousse pour qu'il les aide financièrement.

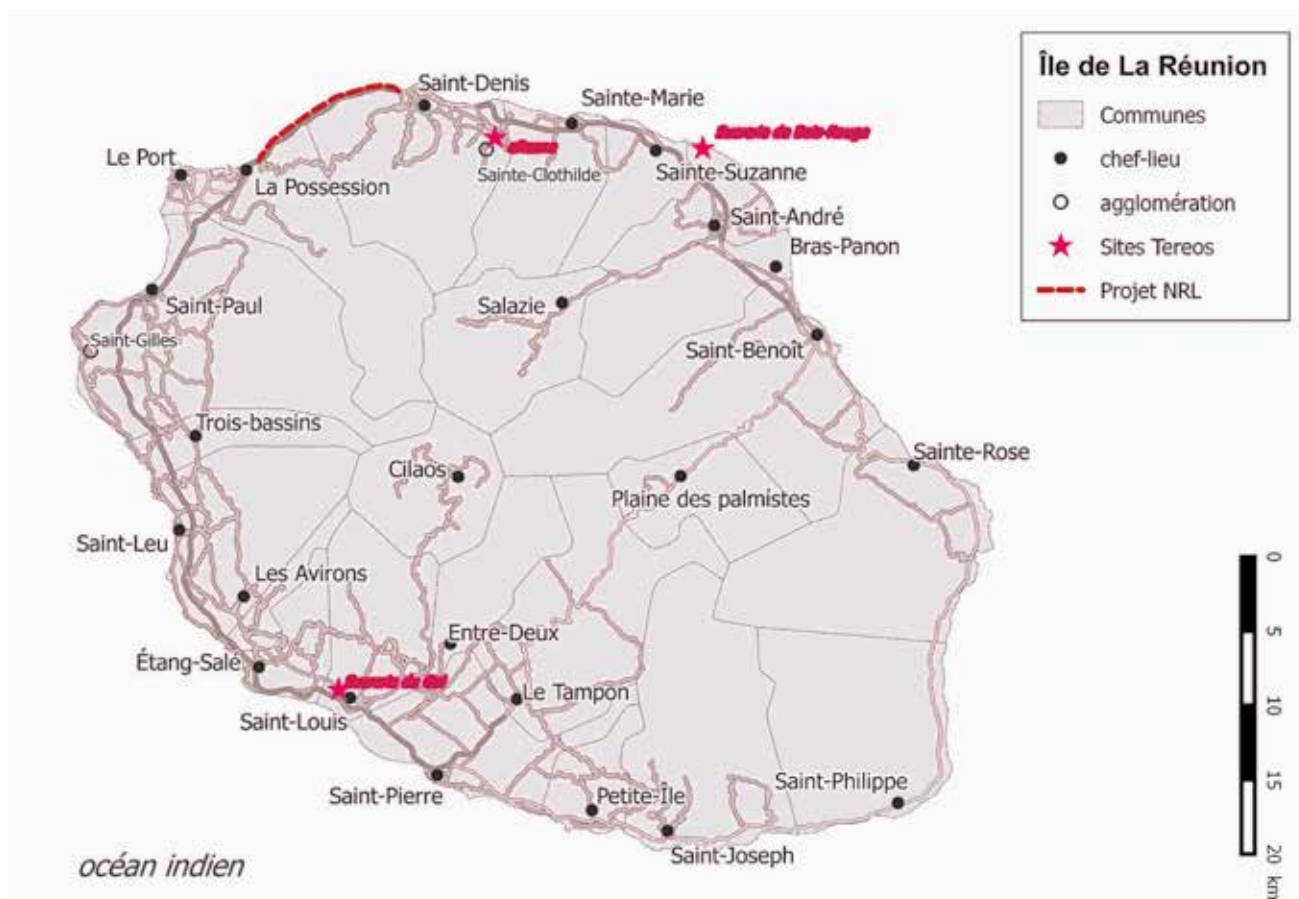
Par le passé, planteurs et usiniers sont déjà montés au créneau, tantôt en s'affrontant, tantôt la main dans la main, pour protéger la production qu'ils disaient menacée mais surtout pour garantir leurs profits grâce aux aides de l'État français. Et à chaque fois les deux camps ont pu trouver l'appui des autorités et des politiciens de tout bord pour plaider leur cause au plus haut niveau. Mais, au fil du temps, seuls quelques gros et moyens planteurs, et surtout les usiniers, en l'occurrence aujourd'hui le groupe Tereos, plus connu sous le nom de sa marque Beghin Say, ont profité et profitent encore de cette culture qui

couvre près de 60 % des terres cultivables de La Réunion.

Toutes les discussions et les arrangements à propos de la canne à sucre se font sans l'avis des techniciens agricoles, des ouvriers agricoles et d'usines, sans qu'aucune richesse ne serait produite. Dans les mois qui viennent, ils devront encore se faire entendre pour ne pas être les sacrifiés des réformes en cours et de l'absurdité d'un système où une bourgeoisie déjà grassement assistée vole l'argent public, au prétexte de sauver des emplois que de toute façon elle sacrifie.

UN RAPPEL HISTORIQUE

C'est à la fin du 18^e siècle que la France décida de lancer la production de sucre à partir de la canne à La Réunion. En effet, à partir de 1815, avec l'effondrement de l'Empire napoléonien et la perte de la majorité de ses colonies (en particulier Haïti, gros producteur de sucre), la métropole ne pouvait plus en produire en quantité suffisante à partir de la betterave sucrière. Dès lors, l'île connut un effondrement des productions vivrières qui cédèrent la place à la canne dans les bas



de l'île. En sept ans, un tiers de ces surfaces disparurent, entre 1850 et 1857 : elles passèrent de 41 000 à 27 000 hectares. La production de sucre, qui n'était que de quelques tonnes au début du 19^e siècle, atteignit 81 634 tonnes en 1860. Pour parvenir à ce résultat, les planteurs firent venir des dizaines de milliers d'esclaves africains et malgaches, jusqu'en 1848, quand l'esclavage fut aboli. Puis, comme il leur fallait toujours une main-d'œuvre corvéable, ils firent venir des dizaines de milliers d'engagés d'Inde, mais aussi d'Afrique et de Madagascar, de Rodrigue (une île à l'est de l'Île Maurice, dans l'océan Indien) et même de Chine, guère mieux traités que les esclaves.

À partir de 1862, une crise économique affecta la production de sucre réunionnaise. Le cours du sucre s'effondra. En 1882, les Britanniques interdirent à la France de faire venir des engagés d'Inde à La Réunion. Les grands propriétaires

se retournèrent alors vers les engagés indiens déjà présents et les petits blancs paupérisés pour en faire des colons. Se mit alors en place ce qu'on appelle le colonat tertiaire : un tiers de la production revenait aux propriétaires, deux tiers aux colons qui devaient pourvoir entièrement à leur entretien. En fin de compte, ce système permit aux grands propriétaires de garder la propriété de leurs terres, d'imposer aux colons la monoculture de la canne.

Il fallut en fait attendre la fin de la Première Guerre mondiale et les destructions massives en Europe pour que la production sucrière connaisse une nette progression à La Réunion. Si le début du 20^e siècle a été synonyme de grande misère pour les ouvriers agricoles et les petits colons, les grands propriétaires profitèrent à plein du triplement du prix du sucre pendant cette période, écoulant au prix fort leur stock accumulé pendant le conflit. On estimait alors

que 50% des profits de La Réunion étaient accaparés par trois grands propriétaires : le Crédit foncier colonial, le comte de Kerveguen et le comte Choppy.

Durant l'entre-deux-guerres, la production réunionnaise de sucre disposait d'un quota de production que l'État français garantissait à un prix donné, si bien que pendant des décennies les capitalistes réunionnais du sucre n'eurent pas à souffrir de la politique de la limitation de la production instaurée pour pallier la surproduction internationale.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, comme à l'issue du premier conflit mondial, les capitalistes du sucre réunionnais s'en sortirent bien, puisqu'ils parvinrent à nouveau à vendre leurs stocks au prix fort. Au cours des années suivantes, ils bénéficièrent des aides de la métropole, puis de la Communauté économique européenne, sous forme de subventions diverses et aussi par l'amélioration des

réseaux routiers qui avaient pris le relais du rail, par la création de stations de recherche pour améliorer la teneur des cannes en sucre, par la mécanisation et l'amendement des terres par l'addition d'engrais chimiques et l'épierrage opéré par des entreprises publiques dépendant du département.

Aujourd'hui, la culture de la canne se maintient encore par la persistance des aides. Sans celles-ci, le prix de revient du sucre réunionnais ne permettrait sans doute plus son écoulement sur le marché. La question posée aujourd'hui est donc celle de la pérennité de cette production agricole alors même qu'elle occupe toujours aujourd'hui la majorité des terres réunionnaises et, de surcroît, les meilleures. À partir de 2017, La Réunion ne bénéficiera plus du quota de sucre qui lui est aujourd'hui alloué, ni de son prix garanti par l'Union européenne. Cela, du fait de la libéralisation totale du marché du sucre sur son territoire.

Pour les deux ans à venir, la France bénéficie d'un quota annuel de production de sucre blanc de 3,437 millions de tonnes réparti entre tous les producteurs du pays. Proportionnellement, La Réunion peut prétendre écouler environ 300 000 tonnes de sucre, quantité qu'elle n'a jamais atteinte jusqu'à maintenant.

À La Réunion, l'annonce de la fin des quotas et du prix garanti a mis le « feu dans la paille de cannes ».

Les planteurs de canne et les dirigeants locaux du groupe Te-reos, en prétendant que demain le sucre réunionnais pourrait ne pas faire face à la concurrence européenne, voire à celle d'autres pays du Sud, ont tiré la sirène d'alarme qui a été entendue jusqu'au plus haut sommet de l'État et même de l'Union européenne.

Appuyés par les élus locaux de tout bord, les représentants

des planteurs et des industriels ont formulé des revendications pour compenser les pertes qu'ils prévoient de subir à partir de 2017.

L'une d'elles, la principale, consiste à demander à l'État français une aide supplémentaire de 38 millions d'euros par an, somme équivalant à ce qu'ils considèrent être leur futur manque à gagner.

Cette demande a été entendue par François Hollande. Lors de sa venue en août 2014 à La Réunion, il a promis de plaider leur cause auprès de l'Union européenne. Promesse qui a été reprise par la commissaire européenne Corina Créu, qui, elle, était à La Réunion au début du mois de mai.

Nul doute que l'État français attribuera aux quémandeurs cette somme, qui viendra s'ajouter à une aide étatique déjà existante et qui se monte à 90 millions. Cette dernière n'est d'ailleurs pas la seule aide dont bénéficient planteurs et usiniers. En effet, sur les 63 à 73 euros que les planteurs perçoivent par tonne de cannes livrée aux usines, à peine 22 euros sont effectivement payés par l'industriel.

Le reste est constitué de subventions diverses versées par l'État et l'UE, auxquelles vient s'ajouter une prime dite « recette bagasse » qui, elle, s'élève actuellement à 11,05 euros par tonne de cannes et qui est payée

par tous les consommateurs d'électricité en France, via une taxe prélevée sur leur facture EDF.

La bagasse est un sous-produit de la canne qui alimente les deux centrales électriques de Bois-Rouge et du Gol.

La quête de subsides publics est depuis quelque temps déjà le principal, si ce n'est le seul levier que les planteurs actionnent pour obtenir des augmentations de leurs revenus.

Il est bien loin le temps où les principaux syndicats de planteurs, en particulier la Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion (CGPER), pendant longtemps proche du Parti communiste réunionnais et même de la CGT réunionnaise, revendiquaient une augmentation de leurs revenus auprès des industriels du sucre et du rhum.

Ils ont dorénavant choisi le consensus avec ces derniers. Et, même si l'on peut encore entendre parfois *l'Internationale* retentir dans certaines de leurs manifestations, celles-ci ne sont plus dirigées contre les usiniers mais plutôt contre les représentants de l'État.

Le consensus est aussi le maître mot dans les différentes instances interprofessionnelles que dirigent ensemble les planteurs et les usiniers.

Toutefois, cette tendance des syndicats agricoles à s'acqui-



Un coupeur de canne à la Réunion.

ner avec les industriels laisse à ces derniers la mainmise sur la profession et par conséquent sur l'avenir des petits, voire des moyens planteurs.

Non seulement les aides publiques transitent pour partie entre les mains des industriels avant d'être redistribuées aux planteurs, mais ce sont eux qui imposent les règles et les conditions de la culture de la canne.

Ce sont eux qui déterminent, au travers d'organismes de recherche et de sélection qu'ils dirigent, les variétés de cannes que doivent cultiver les planteurs, les superficies qui doivent leur être consacrées, laissant notamment peu de possibilités à la diversification des cultures.

En fait, c'est le groupe Tereos qui domine tout. Il est le premier producteur de sucre en France, le deuxième producteur européen et le cinquième mondial. Avec quelques autres multinationales, il maîtrise le marché du sucre et du rhum à l'échelle de la planète.

D'ailleurs, si les représentants de Tereos à La Réunion poussent des cris d'orfraie à propos de la fin des quotas, le président du groupe à l'international considère, lui, que Tereos serait l'un des principaux bénéficiaires de la réforme.

Ainsi d'après ses calculs, la disparition des quotas va permettre à Tereos d'accroître ses volumes de production de betteraves sucrières de 20% d'ici à 2017 et de pousser ses usines à leur maximum de production, en France ou ailleurs, en allongeant la durée de la campagne sucrière.

Tereos ne souffrira donc pas de la concurrence européenne, pas plus d'ailleurs que de celle des pays du Sud, car il est aussi présent au Mozambique, en Tanzanie, en Indonésie, en Chine et au Brésil. L'avenir, les actionnaires de Tereos l'enviesagent donc bien sucré.

On ne peut pas en dire autant

des petits planteurs et des travailleurs qui sont victimes de la rapacité de cette multinationale.

En effet, au fil des ans, les petites exploitations disparaissent et parfois leurs propriétaires se retrouvent sur la paille. Actuellement le nombre de planteurs de canne est de 3 473, contre 14 000 en 1977.

Dans le domaine de la transformation industrielle, la concentration a été similaire. Aujourd'hui il ne reste plus que deux usines, l'une dans le sud de l'île et l'autre dans l'est, toutes deux appartenant au groupe Tereos.

Le nombre des ouvriers agricoles et d'usine a suivi la même tendance à la baisse. À peine plus de 2 000 ouvriers agricoles travaillent de manière déclarée dans la production de cannes.

Leur nombre triple au moment de la campagne sucrière, du fait de l'embauche de coupeurs de cannes dont les deux tiers travaillent au noir, au vu et au su des autorités qui laissent faire la plupart du temps. L'année dernière, la direction du Travail et des agents de la Sécurité sociale avaient fait une descente dans les champs. Ils avaient épinglé pour travail dissimulé quelques planteurs dont la réaction ne s'est alors pas fait attendre. Ils ont manifesté devant la préfecture en demandant un moratoire de cinq ans, autrement dit qu'on les laisse libres d'exploiter les ouvriers dans des conditions contraires à la loi.

Payés à la tonne coupée, les coupeurs de cannes gagnent la plupart du temps moins que le smic. À La Réunion, 75 % des cannes sont encore coupées à la main dans des conditions éprouvantes.

Entre parenthèses, il est scandaleux d'entendre les patrons répéter à chaque campagne de coupe qu'il n'y a pas de main-d'œuvre, que les coupeurs ne veulent pas travailler, alors que

leurs cannes sont bien coupées tous les ans !

Certains ont dans leurs garages des coupeuses mécaniques achetées à grand renfort de subventions. Ils préfèrent ne pas les utiliser car elles abîment les terrains et au final coûtent plus cher que la coupe manuelle.

Quant aux ouvriers d'usine, ils sont à peine mieux lotis. Leur nombre ne dépasse pas les 300, sauf pendant la campagne sucrière avec le recrutement des saisonniers. La politique de leurs patrons est comme partout de compresser les effectifs et d'instaurer la polyvalence, les conditions de travail se dégradent et les risques d'accident augmentent.

Heureusement, les ouvriers ne restent pas sans réagir et s'opposent régulièrement aux pressions de leur direction.

Il y a neuf ans, en septembre 2006, les travailleurs de l'usine de Bois-Rouge, qui se trouve dans l'est de l'île, s'étaient mis en grève une semaine pour des augmentations de salaire. Ils avaient alors bloqué la production et avaient ainsi obligé la direction de l'usine à lâcher un peu plus de 200 euros, primes comprises.

Plus récemment, c'est une partie des ouvriers agricoles du centre d'expérimentation et de recherche sur la canne à sucre, eRcane, qui s'étaient mis en grève, à deux reprises, pour des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Cette entreprise est contrôlée par le groupe Tereos. Les ouvriers avaient bloqué l'accès à l'usine de Bois-Rouge, en pleine période de coupe, et avaient obtenu quelques petites avancées, bien minces au regard des millions qui sont brassés par les actionnaires de Tereos mais aussi par certains gros planteurs comme les Barau et autres Bédier, rejetons d'anciennes familles esclavagistes.

Dans l'industrie sucrière comme ailleurs, les patrons prennent prétexte de la crise pour imposer des conditions de travail de plus en plus difficiles, comprimer les salaires ou brandir des menaces de licenciements.

Il faut savoir qu'à La Réunion, sur une population de 850 000 habitants, il y a plus de 150 000 chômeurs. Soixante pour cent des jeunes de moins de 25 ans sont sans travail.

Et, pas plus que les autres travailleurs, ceux de l'industrie sucrière ne peuvent compter sur les partis politiques, y compris de gauche, pour que soit menée une politique qui s'en prendrait aux intérêts des capitalistes.

Le Parti communiste réunionnais non seulement ne se démarque pas de cette politique mais, pire, les propositions de ses dirigeants, en particulier du leader historique du parti, Paul Vergès, vont parfois au-delà de ce que demandent les capitalistes.

Par exemple, sous prétexte de sauver la filière canne, le sénateur Paul Vergès pense qu'il y a urgence à verser les millions promis par Hollande. Il propose que les communes, ainsi que la région, tenue par son rival de l'UMP, Didier Robert, fassent l'avance de cette somme aux heureux destinataires.

«*Que sont ces 38 millions pour sauver des milliers de familles de coupeurs, de transporteurs, d'ouvriers d'usine? C'est une somme raisonnable*», s'est-il exclamé lors d'une récente conférence de presse, en prétendant abusivement que ces dizaines de millions serviraient aussi à améliorer l'ordinaire des ouvriers agricoles et d'usine. Pour justifier son appel à verser l'argent public par les collectivités locales, il a ajouté : «*Les maires sont responsables de l'activité des familles des planteurs*» et, si le département et la région participaient à ce «*sauvetage*»,

chacun à hauteur de 15 millions d'euros, il ne resterait que 8 millions à trouver pour les 24 communes de l'île, qui comptent 850 000 habitants, soit un effort de 10 euros par habitant et par an. Il a terminé sur ce cri du cœur : «*Si vous faites ce geste de vous substituer exceptionnellement au président de la République et à l'Europe qui ont pris des engagements, alors nous assumerons l'aide à la filière canne.*» Cette supplique du dirigeant historique d'un parti qui affiche encore l'étiquette «*communiste*» montre à quel point il mène une politique qui préserve les intérêts des exploités et obscurcit la conscience des travailleurs.

Nous ne savons évidemment pas ce qu'il en sera après 2017, ce que les usiniers décideront ou pas.

Mais ce qui est sûr c'est que les travailleurs auront à se battre pour défendre leurs conditions d'existence.

Ils devront se battre pour que les profits accumulés par la classe des gros propriétaires terriens et usiniers, hier esclavagistes, et les actionnaires des multinationales d'aujourd'hui soient utilisés pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la société.

Dans ce combat, ils auront en travers de leur route non seulement les nantis mais aussi tout le personnel politique de droite comme de gauche, dont la servilité à l'égard des capitalistes n'est plus à démontrer.

Aujourd'hui, c'est le PS au gouvernement qui accède avec empressement aux demandes des usiniers, comme ont pu le faire des gouvernements de droite.

Le PCR, qui fut le parti le plus important et qui fut très implanté dans la classe ouvrière comme dans les quartiers, a vu son influence décliner au cours des dernières décennies. Cela n'est pas sans rapport avec sa

politique nationaliste de collaboration de classe et de soutien aux capitalistes locaux. Ce parti, qui a toujours le mot communiste dans son nom, désarme la conscience des travailleurs en justifiant et réclamant tous les soutiens aux grands patrons, au nom de la place que La Réunion doit occuper dans l'océan Indien.

La Réunion, petite île de 2 500 km², perdue dans l'océan Indien, n'échappe pas au sort commun fait aux populations du monde par l'anarchie et les aberrations du système capitaliste.

Elle est un condensé de ces aberrations : les meilleures terres sont accaparées par une culture en surproduction sur la planète, les produits alimentaires de base sont importés depuis des milliers de kilomètres, faute de transports en commun l'île est engorgée d'automobiles au point qu'on ne peut plus circuler, du coup on ouvre un chantier pharaonique pour faire une route en pleine mer. Ce ne sont que des exemples et nous ne pouvons pas manquer de rappeler la situation sociale, le taux de pauvreté qui augmente en même temps que les fléaux qui en découlent : alcoolisme, criminalité, désocialisation d'une partie de la jeunesse, violences contre les femmes, entre autres.

Ce n'est pas en se rangeant derrière les descendants des esclavagistes, et plus généralement derrière les exploités, pour une vision étriquée de l'avenir réunionnais, que les classes populaires pourront enrayer la descente vers la pauvreté et la misère sociale.

Pour les luttes d'importance que les travailleurs vont devoir mener, il manque un véritable parti communiste révolutionnaire qui se place résolument sur le terrain de la lutte de classe en affirmant que c'est aux capitalistes de payer.

23 mai 2015



Lors de la grève du 23 juin contre Excello.

La Banque postale, en passe d'être une banque comme les autres

Fin mai 2015, la Banque postale a lancé une nouvelle réorganisation de ses centres financiers, s'attaquant cette fois-ci de front à tous les sites. Une réorganisation qui s'inscrit en fait dans toutes celles qui ont permis à l'État de supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur en moins de quinze ans. On ne reviendra pas sur la première grande transformation des anciennes Postes et Télécommunications en 1991 qui allait donner France Télécom d'un côté et La Poste de l'autre. La privatisation en quelques années de France Télécom a mis à la disposition des capitalistes les milliards d'investissements publics réalisés dans les infrastructures ainsi que les non moins nombreux milliards que représentent les communications et les abonnements. Pour les travailleurs qui poursuivirent leur carrière chez France Télécom, ce furent des milliers et des milliers de suppressions d'emplois et une continuelle dégradation des conditions de travail, dont l'une des conséquences fut une vague de suicides parmi les salariés.

Pour La Poste, le temps des réorganisations ne faisait cependant que commencer. On ne relatera pas ici les continues suppressions de tournées de facteurs, les milliers de suppressions de bureaux de poste, la réorganisation des centres de tri. Au total, les effectifs de La Poste passèrent de 325 000 en 2002 à moins de 232 000 aujourd'hui (258 000 si on inclut les nombreuses nouvelles filiales), le but de l'État étant notamment de restructurer ces activités pour les rendre les plus rentables, les plus profitables.

DES SERVICES FINANCIERS À LA BANQUE POSTALE

Les activités des services financiers de La Poste ont subi la même évolution. Il est bien difficile de parler de service public à leur propos car dès le début au 19^e siècle leur rôle fut de drainer vers les caisses de l'État les économies des couches populaires, d'abord sur des livrets d'épargne, puis sur des comptes chèques. Les services financiers

s'appuyaient sur le réseau de bureaux de poste qui couvrait tout le territoire. Les facteurs furent aussi l'un des canaux par lesquels la collecte sur les livrets d'épargne fut réalisée y compris dans les campagnes les plus reculées. Ainsi, via les services financiers de la poste, les bas de laine populaires étaient mis à la disposition du Trésor public.

Aujourd'hui, cette activité historique a laissé la place à celle d'une véritable banque dont l'activité rapporte des centaines de millions d'euros. L'État est certes l'actionnaire principal, avec la Caisse des dépôts, de la société anonyme du groupe La Poste à qui appartient en totalité la Banque postale. Mais que ce soit l'État ou pas qui en reste propriétaire, ces entreprises ont complètement intégré le marché et la concurrence.

Cette évolution des services financiers en une banque s'est faite finalement en peu d'années. Jusque dans les années 1990, les services financiers de La Poste se contentaient essentiellement de collecter les dé-

pôts et de gérer les comptes. Si des filiales vendaient déjà des assurances et des placements de type Sicav, la seule activité financière directe autorisée était le crédit immobilier à condition que le particulier dispose d'une épargne préalable. Mais tout l'argent collecté était centralisé quotidiennement au Trésor public, sans autre usage que celui des besoins de l'État. Dans les années 1980 et 1990, les marchés financiers en plein développement promettaient des rendements élevés. Il était bien tentant de faire « fructifier » l'argent collecté plutôt que de n'en rien faire. La première réforme fut donc en 2000 d'accorder à Efiposte, une filiale de La Poste, la gestion financière de ces ressources, ce qui lui permettait d'investir sur les marchés – en particulier celui des dettes publiques, le marché obligataire – les milliards d'euros collectés sur les comptes CCP des usagers. Quitte à ce que l'État français emprunte auprès d'Efiposte pour couvrir ses besoins !

En 2006, La Poste créa une

nouvelle filiale, la Banque postale, qui intégra toutes les activités des services financiers. La seule obligation de service public qui restait à la Banque postale était d'ouvrir gratuitement à toute personne qui le demandait un livret A, d'autoriser le versement sur ces livrets des prestations sociales et les prélèvements des impôts, loyers HLM, quittances d'eau et d'électricité et d'autoriser des retraits et dépôts à partir de 1,50 euro. Une obligation pour laquelle la Banque postale est toujours dédommagée par l'État.

Pour le reste, la Banque postale allait petit à petit devenir une banque presque comme les autres. La Banque postale put dès sa naissance élargir sa gamme de crédits, des crédits immobiliers à tous types de crédits, sans restriction. En 2007, elle put vendre des crédits à la consommation, en 2009, de l'assurance de dommages, en 2010 offrir produits et services de financement aux personnes morales, en 2012 proposer des crédits aux collectivités locales à court, moyen ou long terme. Depuis 2014, grâce à la loi Hamon, elle propose des crédits *revolving* (crédits « renouvelables » ou « permanents »), à taux prohibitifs, pour couvrir les découverts des particuliers. Au total, la Banque postale peut maintenant proposer l'intégralité des produits et services d'une banque de détail.

Au passage, la Banque postale a créé ou a acheté toute une série de filiales, notamment spécialisées dans les produits vendus par les conseillers et les agents de La Poste aux guichets ou dans les centres financiers. La Banque postale est ainsi maintenant elle-même un groupe dont l'activité essentielle est la banque de détail mais qui, au travers de plusieurs filiales, produit de l'assurance et de la gestion d'actifs pour le compte d'autrui.

LA BANQUE POSTALE PARTIE PRENANTE DE LA CONCURRENCE CAPITALISTE

La Banque postale et ses filiales n'emploient directement que 4000 salariés. Par contre, la Banque postale achète auprès de sa maison mère La Poste les services des salariés dans les bureaux de poste et dans les centres financiers, sous forme de prestation (à hauteur de plus de trois milliards d'euros par an). Ainsi dans les bureaux de poste, propriétés de la Poste, plus de 10 000 conseillers financiers travaillent à placer des crédits et autres produits de la banque. Dans les centres financiers, 16 600 salariés, en partie fonctionnaires, en partie avec un statut de droit privé, font la même chose au téléphone ou sur papier, en plus de la gestion quotidienne de 11 millions de comptes. Sur ces 16 600 salariés, il y a 11 300 travailleurs à l'exécution et 5 300 cadres et cadres supérieurs.

Jusqu'en 2001, La Poste, au niveau groupe, déclarait un bénéfice globalement nul. Côté courrier, La Poste rentabilisa en supprimant massivement des emplois, en réorganisant les centres de tri, et en supprimant nombre de tournées des facteurs, en alourdissant leur charge de travail. Côté services financiers, La Poste a tout fait pour que la Banque postale devienne une banque comme les autres, imposant aux salariés des mesures et des restructurations de plus en plus dures pour faire fructifier les centaines de milliards en dépôt. Entre 2002 et 2007, le résultat d'exploitation de l'ensemble du groupe La Poste est monté progressivement à 1,3 milliard d'euros par an. Mais bien sûr, les dirigeants de La Poste en veulent encore plus. Côté courrier, La Poste teste aujourd'hui l'ajout aux facteurs de la distribution des plis sans adresse, distribués

actuellement par les 12 000 salariés de Médiapost. Il est prévu de leur ajouter la distribution des colis, réalisée par ceux de Coliposte. Ces remaniements préparent des plans massifs de licenciement, en commençant par le personnel au statut précaire. Côté services financiers, l'objectif fixé à la banque pour 2020 est d'atteindre à elle seule 1,5 milliard de résultat d'exploitation, soit deux fois plus qu'en 2014. Et pour cela, il n'y a pas de miracle, ce sera aussi sur le dos des employés.

Du point de vue des capitalistes, la performance d'une banque se mesure notamment par coefficient d'exploitation, c'est-à-dire le rapport entre les frais de gestion, les salaires des employés, les loyers des bâtiments, la maintenance du matériel... et le produit net bancaire, ce que rapporte l'activité bancaire. Plus le coefficient d'exploitation est bas, plus la banque est profitable.

La Banque postale est aujourd'hui une banque de plus, la sixième du pays. Ses parts de marché oscillent entre 8 % et 10 % sur les dépôts et l'épargne, loin derrière les cinq premières que sont BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, Banque populaire - Caisse d'épargne et Crédit mutuel Arkéa. Ces six banques se partagent 85 % du marché français. Leur coefficient d'exploitation moyen était de 68 % fin 2013, et il oscille entre 60 % et 70 %. Ce coefficient est sensible à la part de l'activité bancaire dépendant surtout de la conjoncture économique. La crise économique a ainsi provoqué un recul du produit net bancaire de BNP Paribas de 10 % entre 2010 et 2014 par exemple. Si les banques ne maîtrisent pas les cycles de l'économie capitaliste, elles assurent leurs profits en taillant dans les effectifs, le nombre de salariés représentant la principale « variable d'ajustement » des capitalistes du secteur. Ainsi, suite à la crise

de 2008, toutes les banques ont supprimé des milliers d'emplois.

SUPPRIMER DES EMPLOIS ET INTENSIFIER LE TRAVAIL

Le coefficient d'exploitation de la Banque postale était de 95 % en 2006 à sa naissance, une rentabilité très faible du point de vue des capitalistes. Les huit premières années de réorganisations ont ramené ce coefficient à 82,7% fin 2014, cela malgré la crise de 2008. Mais 82,7%, c'est encore très loin des performances atteintes par les grands du secteur dont rêvent les dirigeants de La Poste. Ce coefficient d'exploitation sert de moyen de chantage et de pression permanente au sein de la banque. La propagande interne répète sur tous les tons qu'il faut «atteindre un coefficient d'exploitation inférieur à 80 % dès que possible». Et un rapport interne affirmait que «*la réduction du coefficient d'exploitation de la Banque postale doit impérativement se poursuivre pour affronter une concurrence renforcée sur le marché de la banque de détail et augmenter la contribution des activités financières aux résultats du groupe*».

Car si la rentabilité attire les capitaux, une rentabilité plus faible les fait fuir : les capitalistes ou les bourgeois qui ont des fonds à faire fructifier choisissent naturellement les banques ou les fonds d'investissement qui affichent, en tant qu'entreprise, les résultats les plus élevés. Le rendement élevé d'une banque, c'est de leur point de vue la garantie que l'argent des clients est géré et placé de la manière la plus efficace, avec le moins de «faux» frais, et donc que le rendement de leurs propres placements sera le plus élevé.

Or en la matière, la Banque postale n'est pas à la première place. La Cour des comptes, toujours à la pointe quand il s'agit

de s'en prendre aux travailleurs, précisait qu'en 2008, le produit net bancaire par agent de la Banque postale était de 99 500 euros alors qu'il était de 140 000 à 170 000 euros dans les autres banques de détail. Cette situation est en quelque sorte l'héritage du temps où les services financiers de La Poste évoluaient «hors marché». C'est sans doute ce qui fait aussi que la Banque postale n'est pas privatisable en l'état, car pas assez appétissante pour les capitalistes du secteur. Réduire le coefficient d'exploitation pour augmenter la marge, pour se rapprocher de ce que font les autres banques et ainsi attirer de nouveaux clients, plus riches, c'est là la raison principale de toutes les réorganisations des centres financiers ces dernières années.

Ces centres employaient 29 000 salariés en 2001, contre 16 500 aujourd'hui, avant la mise en application de la nouvelle réorganisation qui s'appuie sur la dématérialisation (entendez l'informatisation, par exemple le fait de scanner les courriers des clients) des données et des dossiers pour pouvoir les faire traiter par n'importe quel site, tout en supprimant des activités de manutention, et sur les regroupements de services au niveau de grandes régions voire du pays.

Avec cette réorganisation, qui porte le nom d'Excello, La Poste s'attaque cette fois-ci à tous les centres en même temps, en prévoyant de spécialiser chaque site sur une ou deux activités et en transférant une grande partie des activités de gestion dans les bureaux de poste. La Poste prétend que chacun et chacune conservera un emploi sur son site. Mais dans quelles conditions ? La Poste ne chiffre pas les suppressions d'emplois à l'issue de la réorganisation en 2017, mais les syndicats les estiment à 20% de l'effectif. Et s'il n'y aura pas de licenciement



**Un détournement
que la Banque postale n'a pas volé.**

cette fois-ci chez les salariés à statut privé, c'est en comptant sur la pyramide des âges, sur les départs naturels à la retraite et sur la fatigue et le dégoût que les conditions de travail suscitent chez nombre de postiers et qui les poussent à chercher un autre emploi, ou à anticiper leur retraite, quitte à la voir amputer.

DE POSTIER À BANQUIER

L'autre levier utilisé par la Banque postale pour augmenter ses profits, c'est d'augmenter l'activité financière des agents de La Poste en les transformant un peu plus, sinon en banquiers, du moins en agents commerciaux. La Banque postale a en compte 11 millions de clients. Mais les dirigeants de la banque pensent qu'ils ne tirent pas assez de ces 11 millions de clients. En 2008, la Cour des comptes a calculé que chaque client détenteur d'un CCP rapportait 370 euros à la banque tandis que les clients de ses concurrents leur rapportaient deux fois plus. Il est de notoriété publique que les clients de La Poste sont en moyenne plus pauvres. Mais qu'à cela ne tienne : pour les dirigeants de La Poste, pour augmenter le produit net bancaire avec des clients moins fortunés, la solution consiste à inventer les produits adéquats (comme le crédit revolving en cas de découvert) et à augmenter la pression sur les agents des services financiers. Dans les services

clients, mais aussi bientôt tous les services, le mot d'ordre est de vendre, vendre des produits, assurances et autres crédits. L'encadrement organise pour cela des « challenges » où ceux qui décrochent le plus de rendez-vous pour les commerciaux gagnent des lots. Ils ont également instauré le commissionnement pour pousser tout cela un peu plus loin.

C'est cette activité dans les centres financiers qui fait l'essentiel du chiffre de la Banque postale. Car si ses dirigeants essaient de développer l'activité commerciale vers les « clients patrimoniaux », ceux qui ont de quoi voir venir, avec des offres et des commerciaux spécifiques, elle reste encore marginale, les « clients patrimoniaux » préférant toujours la concurrence. De même, si la Banque postale oriente aussi son activité vers les entreprises, les collectivités locales et les hôpitaux et noue des partenariats pour que sa filiale, la Banque postale Asset Management, développe la gestion d'actifs à la manière des banques d'affaires, cela ne représente que 10% du résultat.

Avec les dépôts des clients, la Banque postale se comporte depuis Efiposte comme toute banque. Les fonds collectés sont transformés en actifs financiers dont le montant est d'environ 200 milliards d'euros (dix fois moins que BNP Paribas à titre de comparaison). La Banque postale se vante d'une gestion prudente, ce qui ne l'a pas empêché de perdre 241 millions sur la dette grecque en 2011, révélant que de ce côté-là aussi, elle était bien comme les autres.

Autre modification notable, le réseau des bureaux de poste va être réorienté vers la banque. La Poste a imposé dans les bureaux en 2014 un « management commercial unique » afin que

les activités bancaires soient la priorité du réseau, et qu'elles soient prioritaires y compris par rapport à l'activité des facteurs. Et si La Poste se vante de conserver 17 000 « points de contact » avec les usagers, il n'y a en fait plus que 10 000 bureaux, les autres étant des relais chez les commerçants ou des agences postales à ouverture très limitée. Les véritables bureaux sont en fait pour beaucoup en sursis, car selon la Cour des comptes, la Banque postale n'en aurait besoin que de 3 000. Ce seront donc les usagers qui devront s'adapter.

LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ces dernières années, le produit net bancaire est passé de 4 à 5,2 milliards d'euros, 30 % en plus, avec des effectifs en diminution constante. Cela n'a été possible qu'en modifiant profondément le travail et les conditions de travail des agents dans les services financiers. Le travail répétitif, surveillé, intensif, qui a toujours été en place dans les services de production comme la saisie des chèques, a été généralisé aux services clientèle, produisant chez les agents un sentiment de dévalorisation alors que la pression sur la qualité reste, ne serait-ce que par conscience professionnelle. Les effectifs sont tellement sous-dimensionnés que les agents sont souvent « coulés », incapables d'épuiser les dossiers qui s'accumulent. Et puis, il ne s'agit plus simplement de gérer les comptes des usagers, mais de produire et de vendre, et cela dans tous les services. Dans les services clients, les seuls qui se développent, le téléphone a pris une grande place, transformant les services en véritables centres d'appel. Les agents y passent des

heures et des heures, sur des plages horaires de plus en plus étendues, le soir, le samedi. Les appels sont surveillés, minutés. Quand ils sont trop longs, les agents se font interpellés par leur hiérarchie. Au résultat, dans certains centres, l'absentéisme pour maladie est reparti à la hausse. Sans compter que les centres financiers n'ont pas été épargnés par la vague de suicides pour raisons professionnelles qui, sur tout le groupe La Poste a frappé 200 postes entre 2008 et 2012.

Excello n'est donc certainement pas la dernière réorganisation des centres financiers de La Poste, car les dirigeants de La Poste n'ont pas encore fait de la Banque postale une banque exactement comme les autres. Pour y arriver, pour avoir les mêmes taux de rentabilité que les concurrents du secteur, La Poste cherchera à supprimer encore beaucoup d'emplois, dans les centres financiers et aux guichets dans les bureaux de poste, en dégradant encore plus les conditions de travail de ceux qui restent.

À partir du moment où les milliards déposés par les clients ont été intégrés aux marchés financiers, ce sont les critères de rentabilité du marché qui se sont peu à peu imposés dans les services financiers. La résistance des travailleurs à la dégradation de leurs conditions de travail, la lutte contre les suppressions d'emplois, sont justes, cent fois justes. Et elles seront nécessaires et permanentes tant que le monde du travail n'aura pas mis fin à la concurrence capitaliste dans le secteur bancaire comme dans tous les autres en imposant une organisation rationnelle de l'économie, sous le contrôle de la collectivité.

11 septembre 2015



70 ans de la Sécurité sociale : les travailleurs ne sont pas à la fête

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la création de la Sécurité sociale, des représentants du gouvernement comme Marisol Touraine ainsi que la direction de l'institution organisent de multiples cérémonies sous les slogans : « La vie en plus », « 70 ans de progrès », « 70 ans de solidarité ». Ce sont les mêmes qui, depuis des dizaines d'années, font pleuvoir les restrictions, les prétendus plans de redressement et autres attaques contre la protection sociale.

De son côté, la CGT lance une campagne sur le thème : « *La Sécu nous appartient, pour la conserver, il va falloir lutter !* » Elle glorifie en permanence ce qu'elle appelle les valeurs fondatrices de la Sécu et du Conseil national de la Résistance (CNR). Derrière ces discours, il y a un mensonge. La Sécu n'est pas née des combats collectifs du mouvement ouvrier. Il est encore plus faux de dire qu'elle leur appartient. La fondation de la Sécurité sociale, il y a 70 ans, a avant tout répondu à la nécessité pour la bourgeoisie française de remettre la classe ouvrière au travail, en lui concédant un minimum de droits et de protections pour diminuer les risques de révolte.

L'INSÉCURITÉ SOCIALE, UNE PRÉOCCUPATION CONSTANTE POUR LES TRAVAILLEURS

Le problème d'une protection collective est apparu dès la naissance de la classe ouvrière. L'insécurité des prolétaires ne venait pas seulement des risques liés à la maladie, aux accidents et à l'âge, mais avant tout du système capitaliste lui-même. Car, dans ce système économique, chaque travailleur est un éter-

nel précaire, risquant de tout perdre du jour au lendemain : son salaire, ses ressources, son emploi, son logement. Se protéger contre ces risques est impossible individuellement. Les premières formes d'organisation collective du mouvement ouvrier, issues de la solidarité entre les travailleurs, furent donc des caisses de secours, des mutuelles, structures où l'on mettait en commun une partie du salaire de chacun pour faire face à un coup dur en cas d'accident du travail, de maladie, ou même pour payer un enterrement.

La mutualisation d'une partie du salaire, la solidarité entre ouvriers, fut donc la première réponse à l'insécurité permanente engendrée par le capitalisme. Mais elle n'avait rien à voir avec le système mis en place plus tard, basé sur un prélèvement sur les salaires. D'ailleurs, les révolutionnaires socialistes, qui se battaient pour le renversement du capitalisme, défendirent l'idée que la protection sociale faisait partie intégrante du droit des travailleurs et qu'il fallait l'imposer, comme il fallait imposer la journée de huit heures, de meilleures conditions de travail et la garantie des salaires. Mais ce devait être à la charge du patronat.

Pour les capitalistes et l'appareil d'État à leur service il n'en était bien sûr pas question.

DES PROTECTIONS CRÉÉES PAR LES ÉTATS, DANS L'INTÉRÊT DES POSSÉDANTS

À la fin du 19^e siècle, cette question de la protection sociale s'est posée de plus en plus, pour plusieurs raisons. D'abord, l'état sanitaire de la population, en particulier de la classe ouvrière, était effroyable. La mortalité élevée et l'état de faiblesse physique des travailleurs ne permettaient pas d'avoir une main-d'œuvre exploitable et disponible satisfaisante. Certains grands capitalistes firent donc le choix de systèmes de protection sociale ponctuels, financés par des prélèvements sur les salaires ouvriers et entièrement gérés par les capitalistes eux-mêmes.

Mais ce furent les États qui généralisèrent les systèmes de protection sociale. En face d'une bourgeoisie avide de profits, ce fut la force publique qui, se portant garante des intérêts généraux de la bourgeoisie, imposa des systèmes de protection sanitaire indispensables au bon fonctionnement du capitalisme.

Il est significatif que ce soit dans l'un des régimes les plus réactionnaires d'Europe, la Prusse de Bismarck, que fut votée en 1883 une loi généralisant les caisses d'assurance-maladie pour les ouvriers. Cette loi était le pendant de la politique répressive du régime. D'un côté, ce dernier pourchassait les socialistes et cherchait à étouffer le mouvement ouvrier montant; de l'autre, il octroyait au patronat ce système finalement peu coûteux puisque financé principalement sur les salaires. Il s'agissait, comme il le disait, de combiner « *le fouet et le bout de sucre* ». Suivirent des lois instituant des caisses pour les accidents du travail, puis pour les retraites et l'invalidité. Cette généralisation d'un système de protection sociale à l'échelle nationale était une nouveauté. Mais, bien entendu, il était entièrement entre les mains de l'État et des patrons.

Au Royaume-Uni, l'État s'engagea aussi dans une politique de généralisation d'un système de santé pour faire face à l'état sanitaire alarmant de la classe ouvrière. Dès le départ, les dirigeants politiques cherchèrent à y associer les syndicats, dans l'objectif de canaliser la montée des luttes que connaissait le pays. Au début du 20^e siècle, un système de retraite, d'assurance-maladie et de chômage fut mis en place. L'aspect le plus nouveau était la place offerte aux syndicats dans la gestion de ces caisses.

En France, la généralisation des assurances sociales qui existaient eut lieu bien plus tard. Durant la première moitié du 20^e siècle, le patronat ne voulut pas en entendre parler. En face, le mouvement ouvrier anarcho-syndicaliste puis la CGTU et le Parti communiste s'opposèrent à juste titre aux projets de ponctions sur les salaires ouvriers jusqu'au milieu des années 1930. Lors de la présentation de la loi sur les assurances

sociales en 1930, *l'Humanité* considère ce texte comme « *une loi de mouchardage, loi d'esclavage en même temps que loi d'escroquerie puisqu'elle va voler 6 millions à la classe ouvrière* » (18 avril 1930). D'ailleurs, la question de la protection sociale n'apparaît pas dans les revendications des grèves de mai-juin 1936.

C'est l'État français qui systématisa un système de protection sociale, après la Seconde Guerre mondiale, en s'inspirant du système britannique, dans la perspective de remettre en route l'économie ravagée par la guerre et en faisant accepter les sacrifices de ces efforts à la classe ouvrière.

LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE, POUR IMPOSER DES SACRIFICES

La Seconde Guerre mondiale laissait les populations meurtries et appauvries au milieu d'une Europe transformée en champ de ruines. La chute du nazisme avait aussi fait s'effondrer une partie des pouvoirs étatiques. Dans ce contexte, la principale hantise des bourgeoisies victorieuses et de leurs appareils d'État était des bouleversements révolutionnaires comme au lendemain de la Première Guerre mondiale.

En 1944, en France, après la chute du gouvernement de Pétain, de Gaulle, qui incarnait les intérêts de la bourgeoisie française auprès des Alliés, eut comme politique de remettre en selle toutes les structures de l'État, c'est-à-dire l'armée, la police, l'administration. Il fallait maintenir l'ordre, empêcher toute explosion sociale. Au sortir de la guerre, la situation économique était catastrophique. D'un côté, les derniers mois de la guerre avaient entraîné des destructions massives, les transports étaient désorganisés, les ports détruits. En même temps,

la situation dans laquelle vivaient les classes pauvres, en particulier la classe ouvrière, était très difficile. Les salaires de ceux qui avaient un travail étaient bas, et la désorganisation économique s'accompagnait d'un vaste chômage. Une partie importante de la grande bourgeoisie s'était enrichie dans la guerre en collaborant, officiellement ou non, avec l'État allemand. Une partie de la petite et moyenne bourgeoisie s'était enrichie dans les trafics et le marché noir, et en profitant largement du fait que, sous Pétain, les revendications, les grèves, les marches protestataires étaient interdites, sanctionnées de prison, de déportation, ou pire encore. Le patronat craignait que ne se développent des tensions sociales et politiques. Les enjeux étaient donc multiples : éviter les révoltes tout en imposant aux travailleurs des efforts pour reconstruire l'économie avec des salaires toujours aussi bas.

Pour faire accepter une telle politique, de Gaulle obtint la collaboration totale des appareils politiques et syndicaux de la classe ouvrière, en particulier celui du Parti communiste français. Durant la guerre, le PCF s'aligna derrière de Gaulle au sein de la Résistance, en offrant donc comme seule perspective à ses militants la remise en place de l'ordre bourgeois. En échange, de Gaulle lui offrit de participer au Gouvernement provisoire de la République française.

S'appuyant sur son grand réseau militant et sur celui de la CGT, le PCF mit tout son poids pour aider de Gaulle à remettre en place l'appareil d'État, l'armée, l'administration et la police. La plupart des hauts fonctionnaires de Vichy restèrent en place. Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déclarait alors : « *Les gardes civiques, et d'une façon générale tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus*

plus longtemps. [...] Il y a un gouvernement. Il doit y avoir une seule armée; il doit y avoir une seule police. » Et ces forces de répression ne tardèrent pas à être utilisées contre la révolte des peuples coloniaux.

Il s'agissait aussi de remettre en route l'économie en relançant la production. Dans ses Mémoires de guerre, de Gaulle est explicite: «La reprise du travail dans les usines et dans les mines, la reconstruction des ponts, des ports, des voies ferrées [...] exigent que tout le monde s'y mette. Bien entendu, les communistes ne sauraient être exclus, dans cette période où la substance de la France serait gravement compromise si le peuple tout entier ne se mettait à la besogne, a fortiori si la guerre sociale le déchirait.» Le PCF joua alors ce rôle voulu, en mettant tout son poids pour appeler les travailleurs à retrousser leurs manches et empêcher que des luttes ne se développent. Les grèves furent dénoncées comme «l'arme des trusts» et les militants CGT ou PCF servirent souvent de contre-maîtres dans les usines.

UNE COUVERTURE SOCIALE INCOMPLETE

C'est dans ce contexte que fut créée la Sécurité sociale. Elle servait d'assurance pour la bourgeoisie contre un risque de contestation sociale. De Gaulle l'explique encore clairement dans ses Mémoires: «Ces transformations, si étendues qu'elles puissent être, sont réalisées sans secousses. Certes, les privilégiés les accueillent mélancoliquement. Certains s'en feront même de secrets griefs pour plus tard. Mais, sur le moment, tous, mesurant la force du courant, s'y résignent aussitôt et d'autant plus volontiers qu'ils avaient redouté bien pire.» En centralisant et en généralisant les institutions préexistantes, la Sécurité sociale offrait un minimum de garantie sociale aux travailleurs,

sans augmenter leurs salaires ni améliorer leurs conditions de vie, alors qu'ils se voyaient imposer le maximum de sacrifices. Comme l'a dit Pierre Laroque, l'inspirateur et le premier directeur général de la Sécurité sociale: «La mise en place de la protection sociale n'a pas nui à la reconstruction du pays. Elle l'a même favorisée car on a pu demander des efforts considérables aux travailleurs.»

La CGT explique dans ses publications, notamment dans un tract du 6 juillet 2015 de la fédération des organismes sociaux, que «les différents textes [contenus dans les ordonnances des

4 et 19 octobre 1945] fondent le socle d'une protection sociale universelle, obligatoire et solidaire, puisque l'on cotise à hauteur de ses moyens pour en bénéficier à hauteur de ses besoins.» En réalité, les droits concédés, tout en apportant une amélioration, en particulier dans le domaine de la santé et des allocations familiales, sont bien loin de correspondre à l'image présentée.

La Sécurité sociale est solidaire, nous dit-on. Les militants fondateurs de la CGT se retourneraient dans leur tombe devant ces propos! En effet, toutes les cotisations sont supportées

5 HEURES DU MATIN EDITION PARISIENNE
RIEN NE SUBSISTERA de l'édifice vichyssois, de cet affreux régime de trahison et de boue.
Maurice THOREZ à Radio-Moscou le 10 Août 1944
l'Humanité
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
FONDATEUR: JEAN JAURES
LE NUMÉRO: DEUX FRANCS
Directeur: Marcel CACHIN
11e ANNÉE - N° 5 (Nouvelles séries) VENDREDI 25 AOÛT 1944
SEULS LES TRAITRES ONT PEUR DU PEUPLE

L'armée française du général Leclerc fait son entrée dans Paris achevant de briser ses chaînes

Vive la France immortelle!
Honneur aux troupes qui repoussent les hordes hitlériennes!
Vive le Paris des barricades, où la bataille est acharnée!
Gloire aux F. F. I. dont les Francs-Tireurs et Partisans sont les forces de choc!

PLUS FORTS LES COUPS SUR LE BOCHE CHANCELANT!

PARIS SE BAT
par Jacques DUCLOS
L'ennemi est pourchassé dans Paris. Des trains de munitions sont pris d'assaut. La gare de l'Est occupée par la Police. Les boches mis en déroute devant la maison du Parti. Les barricades paralysent la Wehrmacht. Le général de Gaulle entre aujourd'hui dans la capitale.



Le général de GAULLE, chef de gouvernement français

NOUVELLE VICTOIRE DE L'U.R.S.S. La capitulation de la Roumanie c'est l'effondrement du front sud allemand

La capitulation de la Roumanie, le 28 juillet 1944, est une victoire décisive pour l'U.R.S.S. Elle marque l'effondrement du front sud allemand et ouvre la voie à la libération de l'Europe centrale.

Salut aux cheminots parisiens!

Les cheminots parisiens ont joué un rôle décisif dans la libération de la capitale. Leur courage et leur dévouement ont permis de maintenir les lignes de transport et de soutenir les opérations militaires.

L'ENNEMI EST POURCHASSÉ DANS PARIS

Des trains de munitions sont pris d'assaut. La gare de l'Est occupée par la Police. Les boches mis en déroute devant la maison du Parti. Les barricades paralysent la Wehrmacht.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE ENTRE AUJOURD'HUI DANS LA CAPITALE

Le général de Gaulle est entré à Paris le 25 août 1944. Sa présence a été accueillie avec enthousiasme par le peuple parisien et a marqué le début de la libération de la capitale.

L'HUMANITÉ AVAIT RAISON

Les prévisions de la revue L'Humanité concernant l'issue de la guerre ont été pleinement confirmées. Le régime nazi est en train de s'effondrer.

LA BATAILLE DE PARIS

La bataille de Paris a été une lutte acharnée qui a duré plusieurs semaines. Les forces alliées ont finalement vaincu les troupes allemandes et libéré la capitale.

par les travailleurs, y compris les cotisations patronales. Ce que le patronat appelle le « coût du travail », c'est l'ensemble du salaire, charges patronales comprises. Ce qui est versé sous forme de cotisations est un salaire mis de côté pour le lendemain, du salaire différé. Le capital ne paie rien ! On est bien loin des positions de la CGT de 1910, celle qui appelait les ouvriers à refuser la loi sur les retraites en dénonçant le principe de la cotisation ouvrière comme un vol de plus.

La Sécurité sociale est démocratique ? Toute une propagande a été menée par des organisations ouvrières, en particulier par le PCF et la CGT, pour présenter les caisses de Sécu comme des organismes appartenant en quelque sorte aux travailleurs, parce que les syndicats étaient associés à leur administration. Mais la place faite aux syndicalistes dans certaines structures ne voulait pas dire qu'ils y jouaient un rôle déterminant dans les décisions essentielles. Les montants des cotisations et des prestations des différentes caisses étaient fixés par l'État au plus haut niveau, en fonction des intérêts généraux de la bourgeoisie et des différents groupes de pression. Ce sont les syndicats qui ont été intégrés à l'appareil d'État, et non les intérêts ouvriers qui ont été pris en compte.

La Sécurité sociale est unifiée, universelle ? Pour encourager une politique nataliste, les seules prestations qui furent étendues à toute la population furent les prestations familiales. Ce ne fut pas le cas de l'Assurance-maladie. L'ouverture à tous, la prise en charge de l'intégralité des aléas, de la naissance à la mort, restèrent des vœux pieux. L'Assurance-maladie ne couvrait que 53% de la population au lendemain de la guerre.

Par ailleurs, un ticket modérateur, correspondant à 20% des frais, fut imposé, c'est-à-dire une



Gouvernement de De Gaulle du 13 novembre 1945, comprenant cinq ministres communistes : Maurice Thorez (ministre d'État), Charles Tillon (Armement), Ambroise Croizat, de la CGT (Travail et Sécurité sociale), Marcel Paul (Production industrielle) et François Billoux (Économie nationale).



Affiche du Parti communiste en 1945.

part non remboursée, sauf pour des cas graves pris en charge à 100%. Cela obligeait de contracter une mutuelle complémentaire. Il y eut donc deux vitesses dès le début. Quant aux indemnités versées en cas de maladie, elles étaient et sont toujours de 50 % du salaire. Même les arrêts pour accident du travail ne furent pris en charge qu'entre 60 et 80 % selon leur durée.

La branche vieillesse fut constituée sur les bases les plus inégalitaires. La mise en place d'un plafond de salaire pour le paiement des cotisations, sous la pression des organisations de cadres, fait que tous ceux qui touchent plus que ce plafond ont une partie de leur salaire non soumise à cotisation. Mais surtout, en 1948, sur 2,2 millions de retraités, 1 015 000 ne percevaient que l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), le minimum vieillesse de l'époque, car ils n'avaient pas cotisé assez longtemps pour la nouvelle législation. Il fallut attendre les années 1970 pour que la situation des retraités s'améliore. C'est la remontée économique des années après la guerre qui contribuera aussi à élargir la couverture santé en l'étendant à 99% de la population.

La période d'extension de l'accès aux soins coïncida avec une révolution thérapeutique, la diffusion des antibiotiques qui permirent d'enrayer les maladies infectieuses. Parallèlement, le rôle de l'hôpital se transforma. Les progrès furent considérables. La mortalité a chuté radicalement, en particulier la mortalité infantile. L'espérance de vie a augmenté de vingt ans en un demi-siècle. La généralisation de la protection sociale en est bien sûr un facteur décisif, en France comme dans les principaux pays de l'Europe capitaliste.

La modernisation des hôpitaux fut néanmoins réalisée à peu de frais pour l'État. Le gouvernement mit à profit sa tutelle

sur la Sécurité sociale pour lui faire supporter le plus gros des investissements ainsi que de multiples autres charges: la recherche médicale, la formation du personnel et même l'enseignement prodigué aux futurs médecins, y compris libéraux, car les facultés de médecine se déplacèrent dans les hôpitaux qui devinrent les Centres hospitaliers universitaires (CHU).

La Sécu devint ainsi une vache à lait nourrissant l'État mais aussi, de plus en plus, les capitalistes de la santé.

AVEC LA CRISE ÉCONOMIQUE, LES ATTAQUES COMMENCENT

À partir de 1974, avec les effets de la crise économique, la progression des dépenses de l'Assurance-maladie fut montée en épingle. Les « plans de redressement » de la Sécurité sociale se multiplièrent. Le scénario devint classique: après une campagne de propagande sur le « trou de la Sécurité sociale », le gouvernement présentait un plan dit d'assainissement. Il y en eut quasiment un par an... sauf pendant les années électorales. Le fil conducteur de tous ces plans, qu'ils fussent présentés par des gouvernements de gauche ou de droite, fut le même: réduire les cotisations patronales, c'est-à-dire réduire la part différée du salaire global, et diminuer les remboursements versés par l'Assurance-maladie ou par les caisses de retraite.

Pour le patronat, le budget de la Sécurité sociale est un pactole. Tous régimes et branches confondus, il est de 464,54 milliards d'euros pour 2014. En comparaison, le budget de l'État est de 386 milliards d'euros. Depuis une quarantaine d'années, le patronat récupère une part de plus en plus grande de cet énorme gâteau, alimenté par les salaires, d'abord par pe-

tits bouts successifs puis de façon accélérée depuis vingt ans.

Les exonérations de cotisations pour les patrons représentaient 1,7 milliard d'euros en 1991, et s'élèvent désormais à 30 milliards d'euros. Indice de cette évolution, de 1980 à 2015, le pourcentage des cotisations patronales au niveau du smic est passé de 45 % à 4,7 % ! Le manque à gagner est compensé par l'État (qui ne le fait jamais intégralement), par un transfert vers l'impôt, payé principalement par les salariés et les retraités. Cela s'est traduit par la création de la CSG, prélevée sur les revenus imposables.

Les attaques contre les retraites ont pris le relais: nombre d'années de cotisations exigé en augmentation tandis que le mode de calcul diminue la pension versée.

Des plans de réduction de dépenses se sont succédé: baisse de remboursement ou déremboursement total de certains médicaments, restriction des dépenses hospitalières, instauration du forfait hospitalier, des franchises sur les consultations, les actes médicaux, les transports sanitaires et les médicaments. En parallèle, les prélèvements sur les salariés, les chômeurs et les retraités ont continué.

Les travailleurs paient donc plus pour être remboursés moins. Tout cela contribue à écarter de l'accès aux soins une part de plus en plus importante de la population: 3,3 millions de personnes sont privées de complémentaire santé.

Les dépassements d'honoraires explosent. Ils représentent près de 2,8 milliards en 2014, dont 70 % ne sont pas pris en charge par les mutuelles ou compagnies d'assurances. Il faut ajouter tous les dépassements réclamés dans le privé pour la moindre opération ou, de plus en plus, pour les accouchements. Les centres d'analyses médicales et les auxiliaires mé-

dicaux les pratiquent de plus en plus. D'après la Mutualité française, le reste à charge (ce qui reste à payer après les remboursements de l'Assurance-maladie et de la complémentaire santé) ne cesse d'augmenter et atteint en moyenne 618 euros par ménage et par an en 2012.

AU BONHEUR DES ENTREPRISES PRIVÉES

Aujourd'hui, la part des frais de soins courants, hors hospitalisation, pris en charge par l'Assurance-maladie est de 51%. Le reste est transféré vers les assurances complémentaires.

La « complémentaire santé » est devenue un juteux marché. Son chiffre d'affaires, 33,9 milliards d'euros en 2014, est en hausse de 56% depuis 2001. Elle représente 20% des remboursements de soins. Les assurances privées, 16% des organismes complémentaires, réalisent près de 28% du marché. Leur part a presque triplé de 2001 à 2013 et s'accroît au détriment de celle des mutuelles et institutions de prévoyance.

Ainsi, tout en répondant aux intérêts généraux du patronat, en réduisant considérablement le salaire différé consacré à la protection sociale, l'État assure un marché grandissant aux compagnies d'assurances. Ce marché s'ajoute à celui, bien ancien, des industries pharmaceutiques et à celui des cliniques et hôpitaux privés, pour lesquels la Sécu est depuis longtemps une vache à lait.

Parallèlement, on ferme des secteurs hospitaliers, des centres de santé, de nombreux centres de Sécurité sociale et d'allocations familiales. Les services publics de proximité disparaissent, les services d'accueil sont de plus en plus remplacés

par des plates-formes téléphoniques. Il faut se déplacer de plus en plus loin. Ce sont avant tout les plus pauvres et les plus fragiles qui en font les frais.

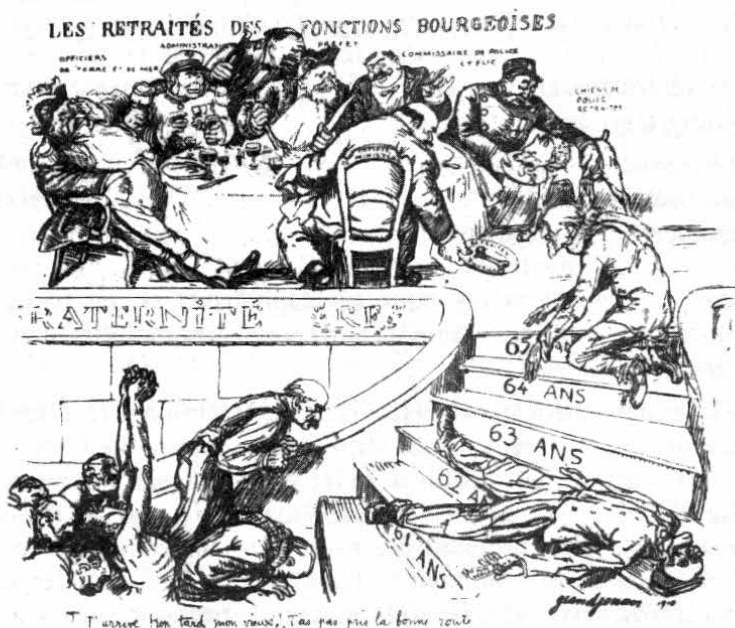
Le comble c'est que les banques prospèrent sur cet appauvrissement. Les déficits cumulés ont accru la dette de la Sécurité sociale. Aussi, depuis 1996 cette dette est transférée vers un organisme spécialement créé pour ça, la Cades, Caisse d'amortissement de la dette sociale, chargée de son rembour-

sement. Elle est financée par un nouvel impôt, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et par des emprunts sur les marchés financiers. Tandis que les travailleurs payent cet impôt, les banquiers encaissent et s'enrichissent. Au 31 décembre 2014, la dette se montait encore à 130 milliards d'euros. De 2010 à 2014 sur un cumul de 71,5 milliards d'impôts versés, 17,5 milliards ont été consacrés au paiement des intérêts des emprunts en cours, soit 25%.

Contre l'Escroquerie des Retraites Ouvrières



dité par la
Confédération
Générale du Travail
33, rue Grange-aux-
Belles, Paris.



PRIX : l'exemplaire, 5 centimes — le cent, 4 fr. — le mille, 36 fr.

Brochure de la CGT qui s'oppose à la loi de 1910 sur les retraites ouvrières.

LES ACQUIS
DES TRAVAILLEURS
ET LEUR CAPACITÉ À
TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

Voilà où en est la Sécurité sociale en France, 70 ans après sa fondation. Si elle a permis de soigner quasiment toute la population, elle n'a jamais supprimé les inégalités face à la maladie. Aujourd'hui, au contraire, elles s'accroissent.

Car le salaire collectif différé, qui permet l'existence d'une protection sociale, est détourné, pillé au profit de la bourgeoisie. Les protections sociales sont mises à mal au Royaume-Uni, en Allemagne, en Europe et dans le monde. Et, plus généralement, l'offensive de la bourgeoisie qui vise à appauvrir les travailleurs, à rendre leurs conditions de vie plus précaires pour augmenter ses profits, touche aussi tous les pays. Sous la domination du système capitaliste, particulièrement en période de crise économique, chaque travailleur risque

de tout perdre du jour au lendemain, son salaire, ses ressources, son emploi, son logement.

Les militants révolutionnaires communistes doivent se battre au quotidien contre le moindre recul des droits, des revenus, des prestations sociales, pour l'existence d'un véritable système public de santé, tout en expliquant que, pour faire reculer le patronat et l'État à son service, c'est un mouvement d'ensemble sur la question des salaires et des pensions, du chômage, en plus de la protection sociale, qui est indispensable.

Mais point n'est besoin pour cela de qualifier toutes les protections existantes de « conquêtes ouvrières ». La bourgeoisie concède des droits qu'elle cherche à reprendre quand le rapport de force le lui permet. Pour changer ce rapport de force, les seules vraies conquêtes de la classe ouvrière dans le passé ont été la création de vastes organisations révolutionnaires, politiques et syn-

dicales, se fixant pour objectif de renverser le système capitaliste. Les acquis du mouvement ouvrier ont été les rapports de force créés lors des vastes mouvements sociaux, lors des soulèvements révolutionnaires et, parallèlement, la diffusion d'idées et de la conscience révolutionnaires dans le monde entier.

Les dirigeants ouvriers qui ont choisi de collaborer avec les États de la bourgeoisie, en contrepartie d'un pansement sur les plaies des travailleurs, ont été, au contraire, les fossoyeurs des acquis transmis par les précurseurs du mouvement communiste, ces militants qui fustigeaient les prélèvements sociaux sur la classe ouvrière comme une escroquerie.

Ce sont ces acquis-là qu'il faut défendre et auxquels il faut redonner vie pour se battre contre toute l'insécurité sociale du système capitaliste et permettre son renversement.

10 septembre 2015

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)



- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 138, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte Ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX <http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance : Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN <http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse : BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE <http://www.lutte-ouvriere.be> <http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance : boletinvozobrer@yaho.ee APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA <http://www.vozobrer.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois : 13 \$ - un an : 26 \$ Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 2120 <http://www.the-spark.net>



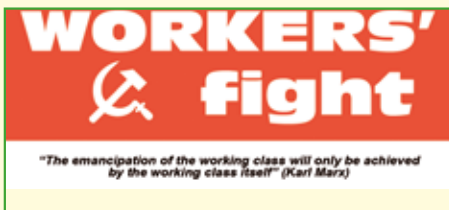
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros) : 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$ Adresse : PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix : 1,20 € Abonnements : France - DOM TOM, six mois : 20 € ; un an : 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement : écrire à la boîte postale <http://www.w-fight.org> contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Guadeloupe - Martinique Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 € Guadeloupe : Combat ouvrier - Philippe Anais 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique : Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX <http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail : vttravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Luigi Ademollo 5/B - 57124 LIVORNO - ITALIA Abonnement 1 an : 12 € <http://www.linternazionale.it> - contact e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX <http://www.sinifmucadelesi.net>

